

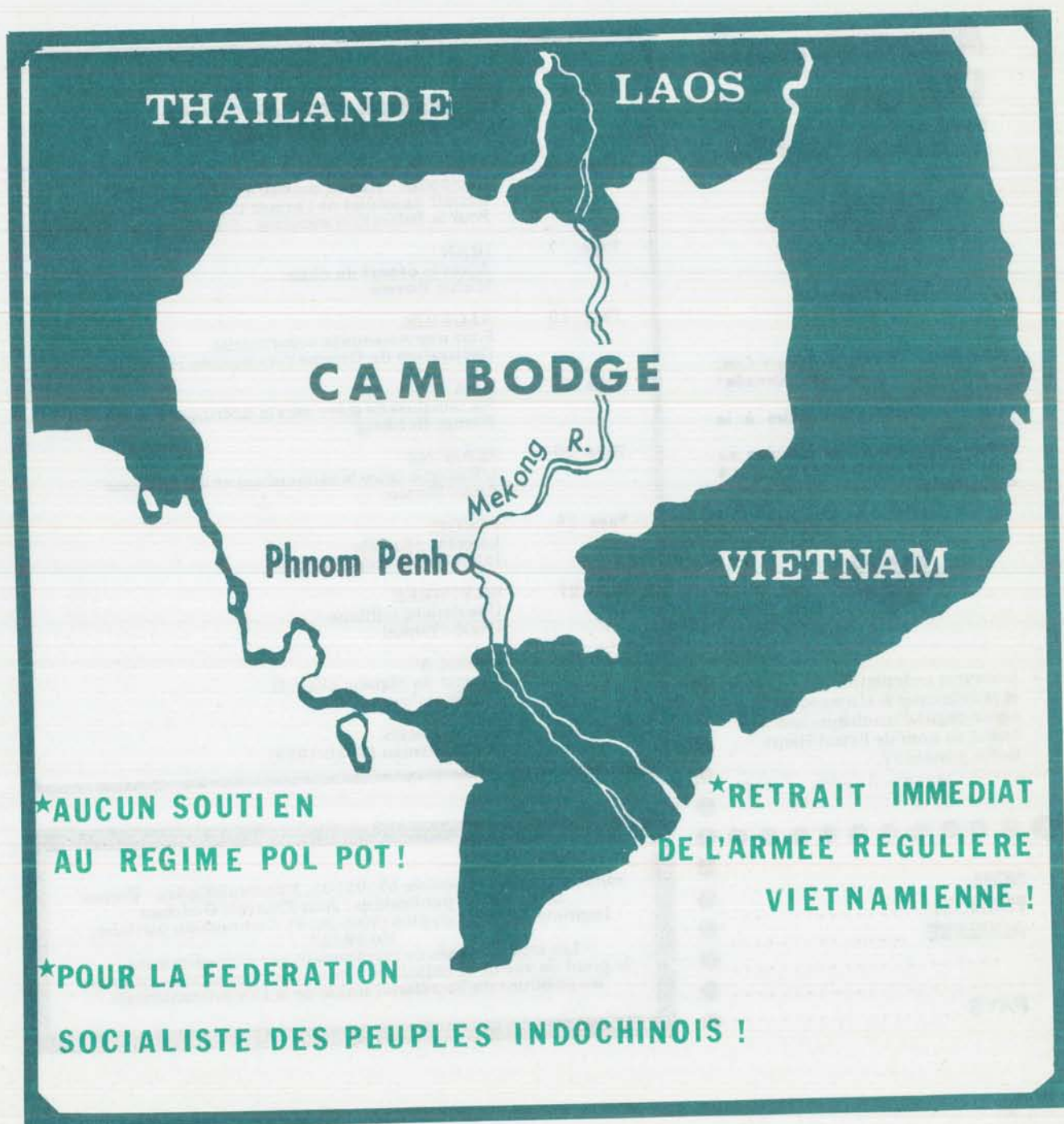


bimensuel
n°44 • 1er/02/79
5Ff • 35 f/B • 3 f/S •

**RFA • grève de
la sidérurgie**

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



**Abonnement
UN an
25 numéros**



TARIFS

100FF, 60 FB, 700 FB, 20 dollars Can.
Par avion, USA et Canada :
30 dollars par an.
Pour les autres pays écrire à la
rédaction
Versement : libeller les chèques au
nom de Pascal Henri et les envoyer à
« Inprecor ».



Découper ce bulletin
et le retourner à « Inprecor »
accompagné d'un chèque bancaire
libellé au nom de Pascal Henri
Boîte postale 57,
93101 - Montreuil Cédex - France

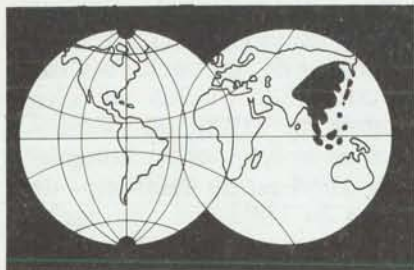
NOM
PRENOM
ADRESSE
.....
.....
PAYS

Sommaire

Page 3	EDITORIAL Cambodge : Aucun soutien au régime Pol Pot - Retrait immédiat de l'armée régulière vietnamienne - Pour la fédération socialiste des peuples indochinois
Page 7	IRAN Après le départ du Shah Michel Rovere
Page 10	ALGERIE Pour une Assemblée constituante Déclaration du Groupe communiste révolutionnaire
Page 13	RFA Six semaines de grève dans la sidérurgie : premier bilan Werner Hulsberg
Page 20	ESPAGNE L'Espagne entre le référendum et les élections Angel Munoz
Page 25	PEROU La grève générale Interview de Hugo Blanco
Page 27	ERYTHREE Une défaite militaire David Frankel
Page 29	ANGOLA La crise du régime, phase II Claude Gabriel
Page 32	LES NOTRES Joseph Hansen (1910-1979)

« Inprecor », Boîte postale 57, 93101, Montreuil/Cedex - France
Directeur de publication : Jean-François Godchau
Imprimé par Rotographie (Montreuil). Commission paritaire :
No 59 117

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment
les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.



Cambodge

***Aucun soutien au régime Pol Pot**

***Retrait immédiat de l'armée régulière vietnamienne**

***Pour la fédération socialiste des peuples indochinois**

Les événements récents du Cambodge ont révélé de nouveau, de la façon la plus dramatique, les conséquences désastreuses du nationalisme et des intérêts étroitement égoïstes caractéristiques de toutes les bureaucraties d'origine stalinienne dominant des pays où le capitalisme a été renversé.

A coup sûr, les tentatives du capital international, et de petits-bourgeois démoralisés, de faire grand bruit autour de la «tragédie cambodgienne» doivent être dénoncées avec vigueur pour ce qu'elles sont : un exercice cynique d'hypocrisie politique.

L'impérialisme américain, qui déverse des larmes de crocodile sur les vies perdues au Cambodge, voudrait faire oublier que ce sont ses propres bombardements sauvages du Vietnam et du Cambodge, l'invasion par ses propres troupes du Cambodge, pour ne pas parler du génocide perpétré des années durant au Sud-Vietnam, qui ont détruit totalement la base matérielle de survie de dizaines de milliers de gens.

Ce faisant, il a créé la base objective pour les problèmes cruciaux de ravitaillement et de santé auxquels les trois pays indochinois ont été confrontés après leurs révolutions victorieuses.

La bourgeoisie internationale qui défend à présent la cause de la souveraineté nationale du Cambodge, est la même qui, des siècles durant, a établi des régimes coloniaux sur une vaste partie du monde, refusant de reconnaître à ces pays, non seulement la souveraineté nationale, mais même un minimum de droits nationaux à l'auto-détermination. C'est la même bourgeoisie internationale qui a subventionné des guerres terroristes, soldées par le massacre de millions d'hommes, de femmes et d'enfants, et ce, afin de maintenir son ordre colonial; et c'est toujours la même qui refuse de reconnaître le droit des peuples sur les cinq continents, de l'Irlande à l'Afrique du Sud et à la Palestine.

De la même façon, il faut dénoncer l'hypocrisie de la bureaucratie soviétique qui ose invoquer la défense des «droits de l'homme» au Cambodge, tout en foulant aux pieds les droits humains les plus élémentaires des citoyens de son propre pays, sans même parler des droits du peuple tchécoslovaque et d'autres peuples d'Europe orientale.

Quant au grand «progressiste féodal», ci-devant dirigeant du Cambodge, le Prince Norodom Sihanouk, il s'agit de rappeler la persécution féroce exercée sous sa domination, qui com-

prend les meurtres de nombreux cadres et dirigeants communistes, auxquels Pol Pot et ses frères d'armes ont échappé de peu.

Mais tout cela ayant été dit, et tout en concentrant leur feu, comme toujours, contre l'impérialisme, ses commis et ses hommes de main, les marxistes-révolutionnaires ne peuvent cacher aux masses la responsabilité des bureaucraties au pouvoir. Si aujourd'hui, la bourgeoisie internationale est capable de profiter de l'affaire cambodgienne - en termes de propagande, de stratégie politique et peut-être dans le futur, en termes militaires - la responsabilité de ce cours désastreux doit en être imputé carrément aux bureaucraties au pouvoir, sans faire quelque distinction que ce soit entre elles.

Il est parfaitement légitime de parler de désastre. Il suffit de prendre en considération le changement de la situation depuis l'époque où les crimes de l'impérialisme américain contre les peuples d'Indochine soulevaient contre lui l'opinion publique du monde entier; depuis le temps où l'héroïque résistance des peuples indochinois contre ces crimes inspirait des milliers de combattants anti-impérialistes à l'échelle internationale; depuis le temps où le retrait des troupes impérialistes US

d'Indochine était à juste titre considéré par les masses laborieuses comme un coup immense porté à la réaction et au capitalisme partout dans le monde, et comme un grand pas en avant de la révolution mondiale.

Aujourd'hui, l'immense capital de sympathie conquis par la Révolution indochinoise parmi les travailleurs du monde a été très largement compromis. Ce sont les agissements criminels de tous les bureaucrates en place, qui ont transformé leurs divergences sur des problèmes économiques, politiques et idéologiques en conflits inter-étatiques, au niveau militaire dans un premier temps, puis, à présent, dépassant ce seuil jusqu'à entreprendre une guerre totale au Cambodge, qui sont responsables de ce désastre.

Ces nouveaux développements ne peuvent que provoquer désorientation, cynisme et démoralisation dans des secteurs importants de la classe ouvrière et du mouvement anti-impérialiste à l'échelle internationale dans les pays coloniaux et semi-coloniaux.

La IVe Internationale dénonce la responsabilité de la bureaucratie concernant ces développements désastreux. Des guerres fratricides et des menaces d'actions militaires n'ont rien à voir avec le communisme et le socialisme. Elles sont totalement contradictoires aux intérêts des ouvriers et paysans indochinois, chinois et soviétiques. Au contraire, elles représentent la maturation des fruits empoisonnés de la théorie stalinienne du «socialisme dans un seul pays», c'est-à-dire du messianisme nationaliste, marquant de plus en plus de points au sein des PC bureaucratisés. Sans prendre en considération le moins du monde les intérêts supérieurs de la classe ouvrière internationale - sans même parler des intérêts supérieurs de la révolution mondiale - chacune de ces bureaucraties est maintenant prête à défendre ses propres intérêts immédiats, y compris les armes à la main contre les autres «partis frères» au pouvoir.

LA SOLIDARITE AU PEUPLE VIETNAMIEU VUE PAR LE PCF

Extraits de la résolution
du CC du PCF
Cahiers du Communisme,
numéro 1, janvier 1979

.../... *Les dirigeants de la République socialiste du Vietnam parlent avec la plus grande franchise de la réalité de leur pays meurtri et de leurs énormes difficultés. Ils ne cachent pas certaines erreurs qu'ils combattent dans leur activité si complexe dont ils taisent souvent ce qu'elle a de si courageux...*

.../...
Les calomnies proférées contre le Vietnam par les moyens d'information visent plus généralement à jeter le discrédit sur l'idée même du socialisme.

Cette campagne de dénigrement porte gravement atteinte au crédit et au prestige de la France. Notre intérêt national est de respecter l'indépendance et la souveraineté du Vietnam, d'apporter au peuple vietnamien l'aide dont il a besoin et d'établir de bonnes relations entre nos deux pays.

Faire connaître la vérité sur le Vietnam, faire acte de solidarité à l'égard de son peuple qui lutte pour une vie libre et pacifique dans le socialisme, exiger des Etats-Unis qu'ils respectent leurs engagements de continuer à réparer les immenses destructions dont ils sont responsables, c'est agir en même temps en faveur de la liberté, de la démocratie. C'est faire honneur à la France.

.../...

Communistes et travailleurs de tous les pays, voici, après les révélations de Khrouchtchev sur les crimes de Staline au XXe Congrès du PCUS, ou l'écrasement de la Révolution hongroise de 1956 ou du Printemps de Prague de 1968 par les tanks soviétiques, une nouvelle occasion de comprendre l'importance historique de la lutte pour l'internationalisme et la démocratie ouvrière engagée par Trotsky, l'Opposition de gauche et la IVe Internationale.

Cette lutte n'a pas été, et n'est pas une question de tactique, sur des problèmes historiques dépassés, ni un combat personnel pour le pouvoir entre Staline et Trotsky. Elle fut et elle demeure une lutte sur des questions de vie et de mort pour le mouvement ouvrier international, pour le communisme.

Les événements d'Indochine, après le retrait de l'impérialisme américain et le renversement de l'ordre bourgeois semi-féodal, confirment encore que sans cette approche combinée de l'internationalisme et de la démocratie ouvrière et paysanne, aucun des problèmes-clé auxquels les peuples de la région sont confrontés ne peut trouver de solution.

En poursuivant, des années durant, sa politique de «détente» avec l'impérialisme américain, en n'accordant à la Révolution indochinoise qu'une aide parcimonieuse, et par conséquent en prolongeant de plusieurs années la guerre d'agression, en concentrant des forces armées conséquentes - y compris des armes nucléaires - aux frontières de la République populaire de Chine, en soutenant le régime pro-impérialiste et réactionnaire de Lon Nol au Cambodge contre la majorité écrasante du peuple cambodgien, la bureaucratie soviétique a créé le cadre pour le déroulement de la tragédie qui se joue aujourd'hui.

Dans ces conditions, les dirigeants du jeune et faible Parti communiste cambodgien devinrent complètement dépendants

de la bureaucratie chinoise. Après le renversement du régime Lon Nol, le gouvernement de Pol Pot, tout juste constitué, devint sans cesse davantage un instrument fantoche de Pékin.

Ayant adopté, depuis le début des années 70, un cours politique consistant à considérer l'URSS comme l'ennemi principal, la bureaucratie chinoise à son tour utilisa son hégémonie sur la direction du PC cambodgien pour lancer une campagne systématique anti-soviétique et anti-vietnamienne. Elle a nourri le nationalisme cambodgien et n'a pas hésité à faire appel à la bourgeoisie internationale pour aider et soutenir ses entreprises dirigées à la fois contre les Etats ouvriers soviétiques et vietnamiens.

La bureaucratie vietnamienne aurait pu rendre l'issue de ce processus moins certaine si elle avait présenté aux masses et aux communistes cambodgiens l'alternative attrayante d'une authentique fédération socialiste indochinoise. Une fédération dans laquelle les trois peuples auraient joui des mêmes droits et de toutes les formes de la démocratie ouvrière et paysanne qui leur auraient donné la possibilité de maîtriser leur propre destin. Il n'y a aucun doute qu'une telle fédération aurait contribué à résoudre les graves problèmes économiques et sociaux auxquels la Révolution indochinoise était confrontée dans les trois pays au lendemain des immenses destructions et du bouleversement provoqués par la barbarie de l'agression impérialiste.

Mais au lieu d'adopter un tel cours internationaliste, la bureaucratie vietnamienne a transformé la conception de la fédération en une formule cachant avec peine la domination et le contrôle du Vietnam. Les rapports de la bureaucratie vietnamienne avec le Laos fournissent une preuve frappante de cela aux yeux des masses cambodgiennes. Dans ces conditions, il était inévitable que le nationalisme hostile aux vietnamiens, traditionnel au Cambodge, reprenne corps et four-

nisse à la fois à la bureaucratie chinoise et à ses agents à Phnom-Penh la base indispensable pour leurs campagnes irresponsables contre l'Etat ouvrier vietnamien.

Pour ce qui est des méthodes hyper-terroristes de déportations massives et d'exécutions massives du régime Pol Pot, elles ont engendré à large échelle

« COMMUNISME ET NATIONALISME VIETNAMIEN »

Publié aux Editions Galilée
en vente à la librairie La Brèche

Dans ce nouveau livre de notre camarade Pierre Rousset, le lecteur retrouvera un certain nombre de données factuelles et des analyses déjà largement présentes dans son précédent ouvrage, « Le Parti communiste vietnamien » (deuxième édition, considérablement enrichie, parue dans la petite collection Maspéro en 1975). Le matériel initial est cependant refondu et réorganisé autour de la question-clé des rapports du mouvement communiste vietnamien (dans ses diverses composantes, aussi bien celle liée à l'IC stalinienne, que celle liée au trotskysme) avec la question nationale (sous ses divers aspects : rapports aux courants nationalistes, place du patriotisme et de la revendication d'indépendance, liens avec les minorités nationales, rapports avec le Laos et le Cambodge dans un sous-ensemble indochinois marqué par une commune colonisation française).

Toutes questions, comme on le voit, qui restent parfaitement actuelles, tant en ce qui concerne le devenir des peuples d'Indochine que ce livre peut aider à appréhender, que, plus généralement, les problèmes tactiques rencontrés dans toutes les luttes anti-impérialistes des pays coloniaux et semi-coloniaux où le succès dépend notamment d'une juste articulation des objectifs démocratiques-nationaux et des objectifs proprement prolétariens. L'histoire du PC vietnamien, comme celle des trotskystes vietnamiens, même limitée - comme dans le livre de Rousset, à l'entre-deux guerres - est riche de leçons dans ce domaine.

On y voit les difficultés d'élaborer une orientation qui évite aussi bien le secteur propagandiste (qui, en voulant émanciper les masses du passéisme conservateur, évacue la question nationale, et s'interdit la mobilisation possible des masses sur ce terrain ou ne fait rien pour en disputer la direction à la petite-bourgeoisie ou aux réactionnaires) que l'opportunisme liquidateur (où, sous prétexte de prendre en compte la dimension nationale, on relègue au second plan la lutte de classe et on maintient des illusions sur des forces sociales qui, par nature, sont incapables de rompre le cordon ombilical qui les lie à l'impérialisme et à la grande propriété foncière). Quelles difficultés, pour des organisations sans passé (comme en Chine, communisme et mouvement ouvrier naissent de concert) de constituer leur identité révolutionnaire en rompant pour cela avec tout contexte historique, culturel et moral qui est celui d'une société qu'ils veulent changer de fond en comble et la nécessité, non moins impérative, de parler leur langage et de vivre leur vie, c'est-à-dire de se réapproprier ces racines qu'on vient justement de couper !

L'autre grand apport du livre est la continuation du travail entrepris dans le précédent pour éclairer la difficile genèse d'un PC qui, né dans l'orbite de l'IC stalinisée, a partiellement su échapper au sort de la plupart des sections de celle-ci : leur transformation en organisations contre-révolutionnaires au service des intérêts diplomatiques du Kremlin.

La thèse de Rousset est que c'est justement au cours des années qu'il étudie dans son livre, dans les rapports complexes qui se nouent avec Moscou, le PCF et le PC chinois, à la lumière des expériences heureuses ou malheureuses faites, que commence à se dessiner le visage d'un communisme national spécifique qui, en rusant avec la ligne, en s'appuyant sur les « spécificités locales », prend ses distances (mais trouve aussi paradoxalement par là ses limites; un parti qui, malgré une certaine compréhension de la révolution mondiale, reste vietnamo-centré).

A la lumière de cette étude, on souhaiterait que d'autres ouvrages viennent compléter celui de Rousset. Notre camarade Denise Avenas l'a entrepris pour le PC chinois dans son « Maoïsme et Communisme » (Galilée). Il nous manque quelque-chose de semblable pour le PC yougoslave.

J.M. Freyssat

mécontentement, passivité et démoralisation au sein des masses cambodgiennes, facilitant ainsi la tentative irresponsable de la bureaucratie vietnamienne de « résoudre » la question cambodgienne par une invasion militaire d'envergure, commencée vers Noël 1978.

En protestant contre l'invasion du Cambodge par l'armée régulière vietnamienne, la IVe Internationale n'accorde pas un atome de soutien aux terroristes sanguinaires de la clique Pol Pot. Ce régime aura davantage discrédité le socialisme que n'importe quel autre depuis celui de Staline dans les années 30. Mais la tâche de renverser ces tyrans était et demeure celle des ouvriers et des paysans cambodgiens. Aucune circonstance ne peut justifier que cette tâche échoie aux bureaucrates et aux armées d'autres pays.

Le maintien de la présence de l'armée vietnamienne sur le territoire du Cambodge n'aura pas pour seul effet de transformer en farce la prétention du nou-

veau régime de Phnom-Penh de substituer une alternative authentiquement cambodgienne à la tyrannie de Pol Pot.

Elle ne fera pas que dévoiler le caractère fantôme du nouveau régime par rapport à Hanoï, comme celui de Pol Pot l'était par rapport à Pékin. Elle entretiendra en outre le sentiment national cambodgien contre l'occupation étrangère et risque de déclencher une résistance massive et à long terme - même sous forme de guerre de guérilla prolongée - qui, dans les conditions actuelles, pourrait faciliter la tâche de la dictature réactionnaire thaï et de l'impérialisme : préparer une contre-offensive contre la révolution vietnamienne pour la première fois depuis leur défaite éclatante de 1975.

Il est d'autant plus impératif, pour défendre les intérêts de l'Etat ouvrier vietnamien contre l'impérialisme, d'exiger le retrait immédiat du Cambodge de l'armée vietnamienne.

Les paysans, les ouvriers et les peuples opprimés doivent s'opposer à toute demande d'intervention des Nations-Unies au Cambodge. Une telle intervention - bien qu'improbable étant donné le rapport de forces actuel en Indochine et à l'échelle internationale - ne saurait être qu'un voile masquant avec peine l'intervention de l'impérialisme américain. Les dirigeants nord-américains ont utilisé les Nations-Unies pour masquer leurs actes contre-révolutionnaires pendant la guerre de Corée dans les années 50 et plus tard en combattant les forces nationalistes au Congo.

La tentative d'utiliser le Cambodge comme prétexte pour renforcer l'encerclement militaire US, le boycott diplomatique et le blocus économique du Vietnam, doit être aussi combattue.

Les dirigeants américains, qui ont causé tant de morts et de destruction en Indochine, doi-

vent fournir une aide considérable pour reconstruire le Vietnam, le Laos et le Cambodge, sans aucune condition.

* * * *

Aucun soutien au régime Pol Pot !

Retrait immédiat de l'armée régulière vietnamienne du Cambodge !

Libre choix pour les ouvriers et paysans cambodgiens de leur propre gouvernement !

Arrêt des menaces et des conflits militaires entre Etats ouvriers !

Pour un front uni des Etats ouvriers contre l'impérialisme !

Retour à la tradition léniniste d'un authentique internationalisme prolétarien !

Pour la fédération socialiste démocratique des peuples indochinois, sur une base de stricte égalité !

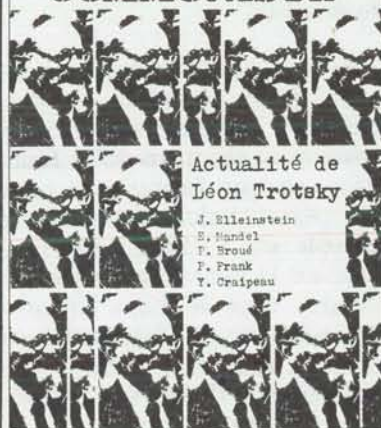
Contre la censure bureaucratique, pour le pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans !

Impérialistes, hors du Cambodge, hors du Vietnam !

A LIRE AUSSI DANS INPRECOR

1. *Une guerre criminelle; dération du Secrétariat unifié de la IVe Internationale* parue dans le no 20, du 20 janvier 1978.
2. *Un conflit plus politique que frontalier; de Pierre Rousset;* paru dans le no 21, du 2 février 1978.
3. *L'Indochine en crise, de Pierre Rousset;* paru dans le no 34, du 21 septembre 1978.
4. *Vietnam : progrès de la révolution au Sud, de Fred Feldman;* paru dans le no 34, du 21 septembre 1978.
5. *Trois ans après la victoire, quelques problèmes de la révolution vietnamienne, de Pierre Rousset;* paru dans le no 36, du 19 octobre 1978.

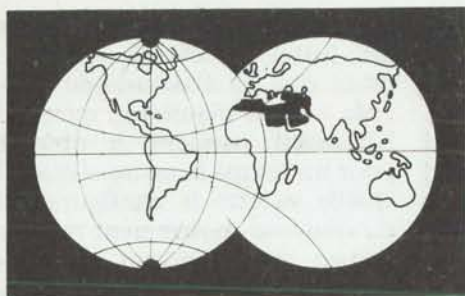
CRITIQUE COMMUNISTE



Actualité de
Léon Trotsky

J. Ellenstein
S. Mandel
P. Broué
F. Frank
Y. Craipeau

Critique communiste numéro 25-novembre 78-20 F



Iran

Après le départ du Shah

*Le déclenchement de vagues de luttes ouvrières
a constitué l'épine dorsale sur laquelle s'est appuyé
le mouvement de masse dans son ensemble pour repartir
à l'assaut de la dictature et de ses institutions.*

Michel ROVERE

● Le départ du Shah, la première victoire qu'il constitue dans la lutte entamée depuis un an pour battre la dictature n'apparaît pas seulement aujourd'hui comme le seul produit de la force et de la combativité des mobilisations populaires, mais encore plus directement comme le produit immédiat de l'entrée en lutte, massive, sur ses propres revendications et avec ses propres formes d'actions et d'organisation, de la classe ouvrière iranienne depuis le mois de septembre dernier. Après les massacres du 8 septembre (3900 morts près de la place Jaleh à Téhéran) et l'instauration de la loi martiale dans treize villes du pays, le Shah, mais aussi l'opposition libérale et l'aile modérée de la hiérarchie religieuse escomptaient bien profiter d'un répit, voire d'un reflux partiel et temporaire du mouvement de masse pour mettre en œuvre une solution de compromis politique, passant par une constitutionnalisation du régime. C'était l'époque où Sayed Djevari expliquait qu'en raison de la situation géo-politique de l'Iran, c'est-à-dire de son importance pour l'impérialisme, il ne pouvait être question que le mouvement de masse aille trop loin, en remettant en cause par exemple l'institution monarchique. Tête de file de l'aile modérée de la hiérarchie chiite, l'Ayatollah de Qom Chariat Madari expliquait qu'il revenait désormais aux dignitaires religieux d'éviter de futurs bains de sang

et qu'il faudrait se contenter d'une solution où « le roi règne mais ne gouverne pas ».

DEVELOPPEMENT ET RADICALISATION DES LUTTES OUVRIERES

Trois semaines à peine après le vendredi noir, l'entrée en grève massive de secteurs ouvriers et salariés remettait en cause ouvertement ces plans réformistes tirés sur la comète Pahlavi et marquait le second souffle de la révolution iranienne.

Mouvement spontané, en l'absence de partis politiques constitués, ou même d'embryons de mouvement ouvrier clandestin pré-existant, le mouvement de grève ouvrier se signala d'abord par sa rapide extension. Démarrant dans le secteur public (administrations) et semi-public (banques), le mouvement s'étendit dès le début octobre au secteur nationalisé (sidérurgie puis pétrole) avant d'atteindre le secteur de l'industrie privée.

La deuxième caractéristique de cette vague de luttes fut la rapidité de sa radicalisation politique. Les premières grèves démarrèrent sur des revendications économiques (augmentation des salaires, intégration du temps de transport dans les heures de travail, respect du code du travail, garantie des congés). Tout au plus dans certains secteurs furent exigées la dissolution des syndicats

jaunes contrôlés par la SAVAK et la possibilité de créer des syndicats de classe indépendants. Les concessions matérielles accordées par le régime et le patronat qui craignaient avant tout une fusion entre cette remontée des luttes ouvrières et l'essor du mouvement de masse politique général contre la dictature, loin de désamorcer le mouvement, favorisèrent sa reprise et son extension. Dès les dernières semaines d'octobre, une nouvelle vague de grèves repartait, cette fois sur des revendications purement politiques : droit de constituer des syndicats indépendants, abrogation de la loi martiale, libération de tous les prisonniers politiques. Dans certains secteurs, apparaissaient des revendications anti-impérialistes (le départ des conseillers étrangers, la révision des accords inégaux passés avec les trusts multi-nationaux, etc.). Dans les télé-communications et le pétrole, les grévistes exigeaient la dissolution des milices d'usines, auxiliaires de la SAVAK. Les ouvriers du pétrole exigeaient la « véritable nationalisation » des ressources naturelles iraniennes tandis que les ouvriers des télé-communications demandaient l'ouverture des livres de comptes.

Le déclenchement spontané de ces vagues de luttes ouvrières a constitué l'épine dorsale sur laquelle s'est appuyé le mouvement de masse dans son ensemble pour repartir à l'as-

saut de la dictature et de ses institutions. Dès la mi-octobre, bravant la loi martiale, les manifestations de rues reprenaient dans les villes d'Iran pour culminer le dimanche 6 novembre dans l'investissement, plusieurs heures durant, par cent mille manifestants de tout le centre de Téhéran. Après le dimanche rouge et la nomination du cabinet militaire du général Azhari, c'est encore la classe ouvrière iranienne qui supporta le choc de la nouvelle vague répressive. Après le temps des grèves, ce fut celui de la résistance passive, à l'échelle de tout un pays. La production tomba de 50%. Ce fut sur la base de cette résistance passive que le mouvement put préparer les démonstrations de force des 10 et 11 décembre. Pour la fin du deuil chiite de Moharram, 5 à 7 millions d'Iraniens manifestèrent

ces deux jours-là contre le régime. Quand le gouvernement Azhari tenta, à partir de la mi-décembre, de relancer son offensive répressive, culminant avec les massacres de Machad les 30 et 31 décembre, il se brisa encore une fois sur la résistance des ouvriers. Pour la première fois de son histoire, à cause de la grève des ouvriers du pétrole, la production pétrolière tombait à zéro, pendant plusieurs jours, et le général Azhari devait avouer que le pays était contraint d'importer du pétrole en provenance des Etats arabes.

Souligner ces caractéristiques, c'est montrer non seulement le degré de combativité dont a fait montre la classe ouvrière iranienne, mais aussi l'ampleur des tâches qui restent à venir, les inconnues qui vont peser dès les prochains jours ou

les prochains mois sur le cours des luttes de classes en Iran : est-ce que les structures de délégués vont se maintenir, même si Khomeini parvient à obtenir pour un temps la pause sociale ? Quelle va être la configuration du nouveau mouvement ouvrier iranien et notamment sa structuration syndicale ? La presse fait état de l'apparition de syndicats marxistes. Mais quelle forces politiques vont-elles y être dominantes ? Le processus de syndicalisation massive qui va sans doute accompagner toute libéralisation même temporaire va-t-il déboucher sur la constitution d'une centrale unique alors que les conditions de totale hégémonie du parti Tudeh sur la classe ouvrière, telles qu'elles existaient au lendemain de la Seconde Guerre mondiale lorsqu'il contrôlait le puissant Conseil unifié central des syndi-

Editorial du numéro spécial de Kandokav

journal trotskyste iranien

janvier 1979

« La troisième révolution iranienne a commencé et ses vagues impétueuses se succèdent les unes après les autres.

La deuxième « vague » est marquée par l'apparition d'une classe qui a un rôle historique. Les ouvriers se sont dressés et ont asséné leurs coups sur le centre nerveux du système décadent et, l'Etat, fantoche de l'impérialisme, incapable de s'opposer à l'élan des masses, a, dans un dernier spasme de barbarie, encore une fois joué la carte des massacres.

Dans ces conditions, l'organisation des luttes ouvrières, la présentation des mots d'ordres et d'un programme est la tâche primordiale à accomplir. Seul un journal révolutionnaire au niveau national pourrait en finir avec la parcellisation des différents secteurs de lutte, les centraliser et



Adresse : KANDOKAV
c/o The other Bookshop
328 Upper Street
London N 1

Chèques à l'ordre de :
The other Bookshop.

créer la direction du mouvement de la classe ouvrière et des couches opprimées. Ce journal sera le fil à plomb autour duquel l'avant-garde consciente du prolétariat ira vers l'organisation des luttes de la classe ouvrière en tant que classe. Le Groupe socialiste révolutionnaire, regroupé autour du journal Kandokav, a commencé à travailler dans cette voie. Mais pour cela, nous avons besoin de la collaboration active de toute l'avant-garde révolutionnaire, et nous l'appelons à nous rejoindre. Le premier pas vers la sortie de ce journal est dans la centralisation des ressources financières.

Nous demandons donc à tous les révolutionnaires d'envoyer le plus vite possible leur contribution financière à l'adresse de Kandokav pour nous aider à franchir cette étape.»

cats, seront vraisemblablement profondément modifiées ?

VERS L'EXTENSION DE L'AUTO-ORGANISATION ?

L'autre question essentielle sera de voir dans quelle mesure se développera et se systématisera l'auto-organisation ouvrière qui s'est esquissée en plusieurs endroits. Contrairement à la crise révolutionnaire portugaise, la révolution iranienne n'a pas débuté par une crise des institutions répressives de l'Etat. Le bilan de toutes les luttes de l'année 1978 en Iran a montré au contraire que face à l'extension, à la généralisation et à la radicalisation du mouvement de masse, l'armée (essentiellement les unités spécialisées dans la répression) et la SAVAK ont été les deux seuls piliers du régime qui se sont maintenus, malgré rappelons-le, les premiers signes de crise (désertions, sabotages) observés à partir de la mi-décembre, après le « référendum » anti-Shah des manifestations de l'Achourah.

C'est grâce aux lacunes de l'appareil répressif des petites bourgades que des expériences ont commencé, comme à Amol, au bord de la Mer noire où en octobre la population prenait en mains pendant plusieurs jours le contrôle de la ville. Le même phénomène se serait reproduit à la fin de l'année 1978 dans une multitude de petits bourgs des provinces où l'armée n'était pas en mesure d'intervenir, qui concentrait ses unités les plus faibles dans les grandes métropoles et les centres industriels. Aujourd'hui cette situation s'est étendue à certaines grandes villes. Il semble qu'à Machad, l'armée ne contrôle plus la ville que la nuit en faisant patrouiller ses auto-mitrailleuses pendant le couvre-feu, tandis que le jour, c'est la population armée de gourdins qui remplace la troupe consignée dans ses casernes à la périphérie. A Qom, ce sont des militants des « services d'ordre » des mosquées, portant brassards d'uniformes, qui ont remplacé les forces de police pour contrôler la circulation. A Téhéran, cela fait déjà plusieurs semaines que dans le Bazar des groupes

de jeunes gens sommairement armés empêchent les provocations de la SAVAK, comme lorsque ce colonel de la police politique paya de sa vie la tentative qu'il fit d'investir la maison de Sayed Djavadi.

La continuité, l'extension et la radicalisation des luttes ouvrières, avec les premiers signes de crise de certains secteurs des forces armées, sensibles à partir de la mi-décembre, furent le signe décisif qui convainquit les grandes capitales impérialistes de changer de monture, fût-ce en plein milieu du gué. Si d'ores et déjà, indépendamment de ce qui peut arriver par la suite, en obtenant le départ du Shah et en résistant à ses généraux fusilleurs, la classe ouvrière de l'Etat iranien a écrit une des pages les plus remarquables de l'histoire du mouvement ouvrier international au cours de ce siècle (que l'on pense que la Révolution russe de 1905 dans un pays de 125 millions d'habitants fut l'œuvre d'un million et demi d'ouvriers seulement), plusieurs tests restent à venir et notamment celui de la recomposition du mouvement ouvrier organisé iranien.

On vit dès le début des grèves de septembre la classe ouvrière et les salariés en lutte développer rapidement l'auto-organisation de leurs grèves : discussions en assemblées générales, élections de délégués révocables pour négocier. Le point le plus élevé de cette auto-organisation fut la constitution d'un comité de grève des ouvriers et employés du pétrole à Ahwaz et à Aabadea qui exigea et obtint de pouvoir exercer son contrôle sur une reprise partielle de la production destinée à satisfaire les besoins intérieurs civils. Mais s'il faut apprécier à sa juste mesure la manière dont les ouvriers iraniens ont renoué avec les formes de lutte et d'organisation traditionnelles du mouvement ouvrier international, il convient d'en comprendre aussi les limites. Ces formes d'auto-organisation sont les formes naturelles de lutte d'une classe ouvrière qui combat dans les conditions d'une dictature. Il suffit de rappeler ce que furent les luttes

ouvrières à partir des années 60 sous le franquisme en Espagne (qui débouchèrent sur la constitution du mouvement des Commissions ouvrières) et les récentes luttes ouvrières au Brésil et même en Argentine pour comprendre que cette auto-organisation reflète non seulement la combativité et le développement de la conscience de classe de ces secteurs en lutte, mais aussi le retard ou l'absence d'existence d'un mouvement ouvrier organisé de type traditionnel. A cet égard, la situation de la classe ouvrière iranienne avant septembre 1978 était largement en retrait par rapport à ce que nous avons pu voir dans d'autres pays : la remontée des grèves en Iran entre 1973 et 1978 n'a pas donné naissance, à cause même des conditions de répression, de renouvellement de la classe ouvrière, de faillite politique du parti Tudeh (encore marqué par sa trahison de 1953 et les illusions développées sur la libéralisation de 1960-63) et d'échec des organisations de guérilla (Fedains et Moudjahidines du peuple démantelées à partir de 1961), à la constitution d'un embryon de mouvement ouvrier clandestin, comparable aux Commissions ouvrières sous le franquisme, ou même à l'Intersyndicale portugaise des dernières années de Caetano, ou aux actuelles oppositions syndicales au Brésil.

Le troisième grand test à venir, c'est bien sûr ce qui va se passer au sein des forces armées. L'armée iranienne dont les deux tiers sont des engagés, où la proportion des troupes d'élite, entraînées à des tâches de contre-insurrection urbaine et rurale est importante (140 000 sur 430 000 en incluant les 70 000 membres de la gendarmerie) est sans doute, à cause de l'encadrement par les conseillers US (30 000), à cause de sa tradition de politisation (coups d'Etat de 1921 et de 1953; l'écrasement des républiques autonomes azeri et kurde en 1946; les massacres de 1963 et de cette année; l'intervention au Dhofar) et de son encadrement terroriste interne (par la SAVAK et la *Military Intelli-*

gence) l'une des armées les plus difficilement désagrégeables qui soit.

Il a fallu un an de manifestations et de grèves pour que l'institution militaire iranienne subisse en son sein même les contrecoups de la crise révolutionnaire qui ébranlait tout l'Iran.

Ce contexte donne toute son actualité aux mots d'ordre centraux avancés par les marxistes-révolutionnaires iraniens.

**Destruction totale des
structures de l'ancien régime
et instauration
de la République !**

*

**Liberté d'expression, de presse
d'organisation syndicale
et politique !**

*

**Droits des nationalités
opprimées
à l'autodétermination !**

**Convocation d'une
Assemblée constituante,
élue au suffrage universel !**

*

**Révocation des pactes
militaires impérialistes !**

*

**Rupture avec le système
impérialiste mondial !**

Le 20 janvier 1979

Algérie

Pour une Assemblée constituante

Déclaration du Groupe communiste révolutionnaire

● Boumédiène est mort. Le mécontentement ouvrier, suscité par les fortes hausses de prix du mois de Ramadhan, comme la fronde des milieux réactionnaires (petits commerçants, frères musulmans), toute cette effervescence du mois de septembre s'est tue depuis que la maladie de Boumédiène, puis sa mort, ont posé la question de l'après-Boumédiène et des perspectives politiques.

Les manifestations à la mort de Boumédiène et pour ses funérailles nous rappellent la position particulière que celui-ci occupait depuis 1967 : celle d'un bonaparte bourgeois ; celle d'un dirigeant qui semblait au-dessus des conflits de classe, qui imposait à la bourgeoisie la « révolution agraire » et ses tentatives de monopole sur le commerce extérieur, tout en brisant les luttes des travail-

leurs. Comme il était arrivé dans le cas de Nasser ou Peron, les affrontements limités mais réels avec l'impérialisme (nationalisation des hydrocarbures...), les efforts pour résoudre les problèmes du développement (industrialisation, « révolution agraire », enseignement...) avaient fait de lui, malgré les échecs, un homme prestigieux parmi les masses populaires.

Pourtant, à l'ombre des sociétés nationales et des monopoles étatiques, la bourgeoisie connaissait un essor fulgurant. Aussi bien les prêts de l'Etat et les détournements de fonds que la stratégie de Boumédiène dans son ensemble favorisaient les milliers d'entreprises privées du bâtiment et les centaines d'usines textiles, sans parler des secteurs parasitaires. En effet, le projet de Boumédiène était : construire l'Etat bour-

geois, renforcer le capitalisme algérien et développer la bourgeoisie algérienne.

En 1972, les affrontements inter-bourgeois autour de la « révolution agraire » inauguraient la crise du capitalisme d'Etat algérien. Dès lors, les pressions pour la « sadatisation », pour l'ouverture à l'impérialisme et la remise en cause des monopoles étatiques se faisaient de plus en plus fortes.

Depuis 1976-1977, avec les débats autour de la charte nationale et les luttes ouvrières de l'été 1977, la crise connaissait une nouvelle dimension : l'entrée en scène de la classe ouvrière. La situation critique de septembre dernier en témoigne : le mécontentement populaire obligeait le pouvoir à faire campagne contre les petits commerçants.

Par l'impasse de l'industrialisation, par l'échec de l'agriculture, par le niveau de la dette extérieure (40% du PNB), etc., la faillite du projet se confirmait d'année en année.

Boumédiène est mort avant les révisions déchirantes, avant qu'une remise en cause ouverte de son projet initial ne révèle l'ampleur de l'échec, avant que le développement des luttes ne fassent clairement comprendre aux travailleurs qu'il n'était que le représentant des classes dominantes.

ET MAINTENANT ?

Le régime bonapartiste ne peut continuer à fonctionner

comme auparavant. Sa constitution bâtie pour le pouvoir d'un homme, son armée sans état-major reconnu, son parti sans congrès ni direction, tout cela n'avait de sens qu'avec Boumédiène. Aucun dirigeant bourgeois de l'équipe actuelle n'a la stature politique pour jouer, dans l'immédiat, le rôle qui était celui de Boumédiène. Le régime bonapartiste sera donc défait. Mais puisqu'il n'y a pas d'alternative à l'extérieur du régime, c'est du sein du régime lui-même que viendra la relève.

La classe ouvrière (les manifestations à l'occasion des funérailles le prouvent) n'est pas candidate au pouvoir aujourd'hui. Parler de crise révolutionnaire au moment où les grèves cessent et où les travailleurs applaudissent le cercueil de Boumédiène, ce serait ne pas comprendre l'ampleur de la tâche des révolutionnaires. Néanmoins, les manifestations constituent des pressions qui empêcheront le nouveau régime de s'ouvrir trop vite à l'impérialisme et de trop affirmer le pouvoir des bourgeois et des arrivistes.

Les groupuscules de l'opposition bourgeoise (frères musulmans ou « libéraux » de l'UNLD) ne veulent peser que dans le sens de la liquidation de la politique de Boumédiène.

Ainsi donc, les barons du régime, les Boutéflika, Chadli, Yahyaoui et autres Benchérif se partageront le pouvoir. Aucun d'entre eux n'a l'envergure nécessaire pour s'imposer aux autres. Ce sera la collégialité forcée.

Cependant, comme la bourgeoisie n'envisage pas d'ouverture démocratique car elle n'est pas capable de débattre publiquement de ses options politiques sans se déchirer, il est clair que cette collégialité des premiers temps ne sera qu'une phase transitoire et que, d'éliminations en limogeages, il est très possible qu'on aboutisse à une reconcentration du pouvoir.

Mais ce régime transitoire sera plus faible que le régime précédent. Si Boumédiène usait de son poids parmi les masses travailleuses pour s'imposer face aux pressions des différentes fractions bourgeoises et arbitrer leurs conflits, sa disparition a miné la cohérence de la coalition des classes dominantes et va libérer leurs affrontements. Sans le bonaparte qui faisait intervenir la force latente des travailleurs dans le rapport de forces politique, la « libéralisation » (*Infitah*) s'accélélera et la politique du pouvoir sera la résultante des affrontements au sein des classes dominantes.

- ATU : Assemblée des travailleurs de l'Unité (nom donné à une usine).
- GSE : Gestion socialiste des entreprises.
- PAGS : Parti d'avant-garde socialiste.
- UGTA : Union générale des travailleurs algériens.
- UNEA : Union nationale des étudiants algériens (dissoute en 1971).
- UNLD : Union nationale des libéraux démocrates.
- Un dinar vaut approximativement 1,20 Ff.

Ceci stimulera davantage les travailleurs qui viennent de découvrir leurs forces nouvelles à se soustraire à l'emprise politique du pouvoir. La classe ouvrière, qui fera les frais des échecs de la bourgeoisie, s'imposera de plus en plus comme une force sociale active et autonome. L'UGTA subit déjà cette pression.

L'*Infitah* est le vrai programme de la bourgeoisie. Commencé du vivant de Boumédiène, le procès de « sadatisation », d'ouverture à l'impérialisme, de relativisation du secteur étatisé, s'est développé ces derniers mois avec la remise en cause des CAPCS et le retour des mandataires privés dans la commercialisation des fruits et légumes. Ce processus va s'accélérer dorénavant. La perspective du développement des investissements étrangers par le biais des socié-

tés mixtes, celle du relâchement de la planification et la modération des rapports diplomatiques avec l'impérialisme indiquent le sens de l'évolution future.

Dans une résolution de la CEN de l'UGTA (novembre 1978), la bureaucratie syndicale a mis en garde contre l'*Infitah*, alors que l'opposition bourgeoise a redoublé de férocité contre le secteur d'Etat.

Si Yahyaoui, présenté comme le continuateur de Boumédiène, est soutenu par la bureaucratie syndicale, l'appareil du Parti et même par les staliniens du PAGS, et peut donc être considéré comme l'homme des « boumédiénistes », Boutéflika et Chadli, hommes d'affaires d'envergure, suscitent beaucoup d'espoirs dans les rangs de la bourgeoisie : ils pourraient pousser à une « sadatisation » rapide. Cependant, ce seront les rapports de forces au sein de l'armée et de l'appareil bonapartiste qui décideront en réalité du nom du président et du partage du pouvoir entre les hommes forts. Cela se fera en même temps en termes de clans régionaux et de clientèles personnelles. Il serait faux de penser qu'il y a de profondes divergences entre les uns et les autres.

Certes, le rythme de l'*Infitah*, du processus de « sadatisation », dépend aussi du choix du président. Et Yahyaoui serait incontestablement celui qui irait le moins vite dans le sens de la remise en cause de la politique de Boumédiène. Toutefois, Yahyaoui, musulman strict et nationaliste borné, ne mérite aucunement la réputation d'homme de gauche qui lui est faite.

Les staliniens du PAGS répandent à ce propos des illusions qu'il faut combattre.

Malgré ce soutien officiel à Yahyaoui, la direction du PAGS manifeste un certain attentisme, car l'incertitude de la situation actuelle compromet les perspectives d'auto-dissolu-

tion dans le FNL, vers lesquelles elle s'acheminait du vivant de Boumédiène. En tout cas, il est très possible que le PAGES arrive à capitaliser, dans la période à venir, une partie du courant boumédiéniste, en animant un mouvement de résistance à l'*Infitah*. Cette situation pourrait donc modifier son attitude à l'égard du pouvoir, et sa politique aller dans le sens d'une participation aux luttes ouvrières et étudiantes qui ne manqueront pas de se développer.

De même, l'UGTA, sous la pression de la base et devant le flou des perspectives politiques, s'affirme d'une manière qui laisse prévoir un processus d'autonomisation à l'égard du pouvoir, à mesure que les projets de l'équipe dirigeante se clarifieront et que les conflits de classes s'aiguïseront.

LES PROPOSITIONS DES COMMUNISTES REVOLUTIONNAIRES

Devant le bilan d'échec du régime Boumédiène, les communistes révolutionnaires réaffirment que seule la révolution socialiste, seule la prise du pouvoir par la classe ouvrière, appuyée par la paysannerie pauvre, est en mesure de résoudre les tâches d'édification économique et les tâches nationales démocratiques, en entamant en même temps la construction du socialisme.

Mais les travailleurs ne se posent pas aujourd'hui la question en ces termes. Ils n'en ont ni la force, ni la conscience. C'est notre combat de communistes révolutionnaires de participer à la construction du parti prolétarien qui mènera les travailleurs à la victoire.

Néanmoins, les travailleurs ne sont pas des spectateurs indifférents devant la situation actuelle. Ils veulent avoir leur mot à dire dans la façon de résoudre la question du pouvoir. Ils rejettent les luttes de cliques qui préparent la mascarade d'élections présidentielles de février.

C'est dans ce cadre que nous disons :

- Non au régime Yahyaoui-Bouteflika;
- Abrogation de la constitution de Boumédiène;
- Pour les libertés démocratiques et syndicales, libertés d'association, d'expression, de réunion, qui permettront aux travailleurs d'exprimer leurs revendications et de construire leurs propres organisations;
- Pour l'élection libre d'une assemblée constituante qui décidera de la forme de gouvernement et des lois du pays conformément aux revendications des travailleurs;

A LIRE EGALEMENT

1. *Vers l'autodissolution des stalinien dans le parti unique*, par S. Akli, *Inprecor*, numéro 38, du 16 novembre 1978.
2. *La classe ouvrière face au régime* par S. Akli, *Inprecor*, numéro 16, du 10 novembre 1977.
3. *La crise du capitalisme d'Etat et du bonapartisme en Algérie*, *Cahiers d'Et-Talia* (Librairie La Brèche, 7F).

- Pour une UGTA de classe, autonome, démocratique et combative;
- Pour un syndicat étudiant autonome, anti-impérialiste et anti-capitaliste;
- Pour la levée de la mesure de dissolution de l'UNEA;
- Pour une organisation autonome des femmes qui lutte contre les lois rétrogrades faisant obstacle à leur émancipation;
- Pour les droits élémentaires des femmes;
- Pour l'arabisation générale dans le respect des différentes cultures locales;
- Pour l'enseignement du berbère.

Voilà ce que proposent les communistes révolutionnaires contre les congrès-bidon et les mascarades électorales.

Mais les travailleurs ne mettent pas pour autant de côté

leurs autres revendications. Ils n'oublient pas que les problèmes quotidiens demeurent, que le pouvoir d'achat s'est dégradé, que les luttes sont réprimées, que la menace des licenciements collectifs est inscrite dans le statut du travailleur.

C'est pourquoi nous continuons d'exiger :

- SMIG à 1500 DA;
- Relèvement général et massif des salaires;
- Echelle mobile des salaires indexée sur le coût de la vie;
- Retour immédiat aux 40 heures;
- Abrogation du statut du travailleur;
- Non à la GSE qui associe les travailleurs à leur propre exploitation et aboutit à la disparition de toute vie syndicale autonome;
- Séparation entre ATU et conseil syndical;
- Droit de grève dans le secteur d'Etat.

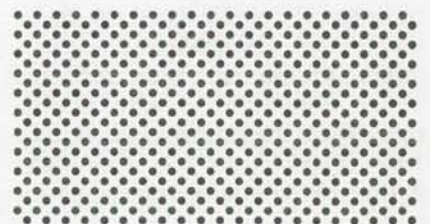
Notre opposition radicale à Boumédiène et à ses continuateurs n'empêche pas que nous sommes des adversaires résolus de toute politique d'*Infitah*.

Parce que nous avons toujours exigé :

- Une réforme agraire radicale;
 - L'expropriation immédiate et à 100%, sans indemnité ni rachat, des intérêts impérialistes,
- nous combattons :
- Contre toute restitution des terres de la « révolution agraire » ou du secteur « autogéré »;
 - Contre tout retour des intérêts impérialistes par le biais des sociétés mixtes.

Tels sont les trois volets indispensables de la politique des communistes révolutionnaires aujourd'hui.

Le 8 janvier 1979



Six semaines de grève dans la sidérurgie : premier bilan

L'écrasante majorité de la bureaucratie syndicale ouest-allemande se défend bec et ongles contre l'idée que l'action syndicale doit s'en prendre fondamentalement au système

Werner HULSBERG

● La lutte la plus longue de l'histoire de la classe ouvrière en RFA, (après celle des métallos du Schleswig Holstein qui avait duré 112 jours, d'octobre à février 1957) aura duré six semaines (1). Durant les derniers jours de la grève, 100 000 travailleurs, sur les 150 000 organisés que compte la sidérurgie du Rhin, de la Ruhr et de la Weser, se sont mis en grève pour la réduction du temps de travail hebdomadaire à 35 heures.

La grève des sidérurgistes allemands a été la première lutte syndicale officielle depuis environ 50 ans dans cette branche de l'industrie, mais ce n'est qu'un élément de la réalité de ce secteur de la classe ouvrière. Certes, la sidérurgie est la seule branche industrielle soumise à la « cogestion », ce qui ne veut pas dire que par le passé, les ouvriers n'y jouèrent pas un rôle décisif dans le développement de la lutte des classes en RFA. Dès 1969 en effet, ce sont les sidérurgistes qui, au cours d'une grève spontanée victorieuse, donnèrent le signal de départ de la remontée des luttes ouvrières, après que le « miracle économique » allemand ait volé en éclats et jusqu'à la généralisation de la crise de 1974-75. « Nous récoltons ce que

nous semons », disaient-ils. Et en effet, en 1973, par leur grève spontanée sur les salaires, qui fut brisée par la bureaucratie syndicale, les sidérurgistes de Hoesch et de Mannesmann ont déclenché la vague de luttes qui a suivi, l'été de cette même année.

La grève de la sidérurgie a été, au cours de l'année 1978, la cinquième lutte syndicale officielle et la deuxième que les syndicats IG Metall ont dû prendre en charge en un an. Ce qui est déjà tout un programme ! Par ses axes de lutte, le mouvement des sidérurgistes s'apparente à ceux des dockers, des ouvriers du livre, des métallos du Bade-Wurtemberg et des travailleurs du bâtiment berlinois, dont les mobilisations n'étaient plus centrées sur la question des salaires, mais sur la résistance à la crise du système capitaliste.

Cependant, le combat des sidérurgistes s'est trouvé confronté à des obstacles beaucoup plus nombreux que ceux des luttes précédentes. Premièrement : les travailleurs de l'acier se sont battus le dos au mur ; si l'on ne prend que les trois dernières années, ce sont en effet plus de 30 000 emplois qui ont

été supprimés dans la sidérurgie du Rhin et de la Ruhr. Deuxièmement : la revendication des 35 heures, saut qualitatif important, se heurtait d'une part à un front uni de toute la bourgeoisie ouest-allemande, et d'autre part n'était portée et mise en avant que par une fraction du mouvement syndical, pour ne pas dire par un seul syndicat.

Malgré tous ces obstacles, les grévistes firent preuve d'une grande détermination et leur participation au mouvement dépassa de loin tous les critères habituels des luttes ouvrières en RFA. Toutefois, c'est sur ce rapport de forces désavantageux face à la bourgeoisie que se sont appuyées les directions syndicales pour faire passer et imposer leur compromis après de multiples tentatives. L'accord signé par les bureaucrates ne prévoit une réduction du temps de travail d'une heure que pour une partie des sidérurgistes (60%) : ceux qui travaillent en trois-huit, et ceux qui ont dépassé la cinquantaine. Et ce, jusqu'en 1983.

Malgré ce résultat insatisfaisant, la lutte des sidérurgistes allemands mérite cependant une analyse plus détaillée car elle éclaire d'une lumière particulière

re la lutte de classes dans cet « îlot de stabilité » qu'est la RFA, et constitue un exemple pour tous les travailleurs des autres pays qui se trouvent dans la même situation.

LES 35 HEURES, UN OBJECTIF DE LUTTE SYNDICALE

L'écrasante majorité de la bureaucratie syndicale ouest-allemande se défend encore aujourd'hui bec et ongles contre l'idée que la crise économique de 1974-75 représente une faille dans le système capitaliste, qu'il n'y aura plus de retour au « miracle économique » et que l'action syndicale doit donc s'en prendre fondamentalement au système.

Une expression aussi simple que : « la crise du système capitaliste » écorche les lèvres des bureaucrates.

De 1974 à 1977, la conscience tranquille et inébranlable, ils ont cru pouvoir intégrer la grosse majorité de la classe ouvrière au capitalisme. La crise, selon eux, devait être analogue à celle des années 1966-67, un incident de parcours, la confiance totale en la social-démocratie pour régler les difficultés économiques demeurant. Pour les larges masses, cela signifiait « mettre un bémol aux revendications » et « attendre la reprise ». En clair, il s'agissait de la reprise des profits et d'une accélération des cadences, toutes choses qui ne sont pas faites pour combattre le chômage. Cependant, la reprise eut bien lieu, mais pas comme les bureaucrates l'entendaient... Une reprise qui se manifesta aussi bien dans la remontée des mobilisations que dans la prise en charge de la lutte par les syndicats ou encore dans la recrudescence des discussions internes aux syndicats, que dans l'ardeur à trouver de nouveaux mots d'ordre, de nouvelles solutions.

Depuis des années, les marxistes-révolutionnaires par exemple, se sont battus pour le partage du travail entre toutes les mains ouvrières, prêchant

dans le désert... Il s'est même trouvé des mouvements centristes influents pour se dresser pendant longtemps contre cette revendication, la combattant avec les mêmes arguments que la bureaucratie syndicale (2). Cette revendication devint populaire après l'introduction du mot d'ordre de la semaine de 35 heures, voté en assemblée générale du personnel par plus de 10000 ouvriers de l'usine Opel de Rüsselsheim en avril 1977. L'assemblée vota à l'unanimité la reprise en compte des 35 heures par le Congrès de l'IG Metall. En septembre 1977 donc, au congrès de l'IG Metall, les 35 heures sont passées à une très faible majorité, mais contre la volonté de la direction. Cette victoire électorale a été possible non seulement grâce à la présence nombreuse de délégués représentant les ouvriers (des comités d'entreprises et du personnel), mais aussi grâce à une partie de la bureaucratie syndicale intermédiaire, qui reflétait ainsi les changements survenus dans le comportement de leur base et tinrent compte du vote.

Ce « succès » remporté au congrès de l'IG Metall fut suivi par un autre en mai 1978 : au congrès confédéral, le même mot d'ordre était voté, avec la même alliance et le même rapport de forces.

Ce qui n'a pas empêché la revendication des 35 heures de tomber dans l'oubli. Mis à part l'IG Metall, il n'y a guère que le syndicat du Livre (IG Druck und Papier), qui l'ait officiellement défendue et inscrite dans son programme d'action. Dans les autres grands syndicats (notamment la Fonction publique et la chimie), la bureaucratie pouvait se targuer d'une grande fermeté jusqu'à une période encore récente. Mais sa préoccupation principale n'est pas tant la diminution de la semaine de travail que l'obtention des six semaines de congé.

La revendication des 35 heures a réellement été imposée à la direction bureaucratique de l'IG Metall malgré sa volonté. Ce qui a eu une double consé-

quence : d'une part les bureaucrates ne firent pas le moindre effort pour mobiliser l'ensemble des syndiqués mais au contraire continuèrent de défendre publiquement les six semaines de congé ; d'autre part, l'IG Metall fut abondamment suivie dans cette attitude par la majorité des autres directions syndicales.

Cette tactique, aux fins on ne peut plus claires, et dirigée contre la base syndicale, a jusqu'à présent atteint son but. Des sondages montrent en effet que, malgré l'introduction de la revendication des 35 heures par les grévistes, la majorité des ouvriers syndiqués place les six semaines de congé avant la réduction hebdomadaire du temps de travail (3).

LA SITUATION DANS LE SYNDICAT DE LA METALLURGIE

Avec 2,7 millions de membres, l'IG Metall est le plus important des syndicats ouest-allemands. Il traite aussi bien des conventions dans la métallurgie (mécanique, électro-technique, automobile) que dans la sidérurgie ou le fer. Dans ces deux dernières branches, il existe des conventions à part. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'IG Metall participe aux décisions des patrons sur la base de la « représentation paritaire » ou de la co-gestion. La co-gestion a été mise en place après la guerre pour parer les projets de nationalisations. Que signifie donc la « représentation paritaire » ? Que le conseil d'administration se compose à part égale de représentants des syndicats et de représentants des patrons auxquels s'ajoute un « indépendant », et que, dans le directoire ainsi formé, c'est le représentant syndical qui est chargé des conditions de travail.

Dans les années 50 et 60, la direction de l'IG Metall pouvait se permettre de présenter la co-gestion comme un succès et de dire qu'elle garantissait les intérêts de ses membres. Les statistiques pour cette période ont démontré assez clairement que le revenu et l'emploi étaient

peu dépendants de la conjoncture dans la sidérurgie - contrairement à ce qui se passait dans les industries de transformation des métaux. C'est pourquoi le niveau des salaires de la sidérurgie a bientôt dépassé celui de la métallurgie.

Puis, vers le milieu des années 70, lorsque les trusts de l'acier ne se contentèrent plus des suppressions d'emplois «inhérentes au marché», mais prirent au contraire prétexte des fluctuations de celui-ci pour licencier massivement les travailleurs, et lorsque le salaire des sidérurgistes retomba en-deçà de celui des métallos, le miracle de la participation perdit sa force d'attraction auprès des travailleurs de l'acier. Dans la lutte pour la défense de l'emploi et le maintien du pouvoir d'achat, la «participation» n'était d'aucun effet. La bureaucratie perdait ainsi sa baguette magique, qui lui tenait lieu depuis des années de substitut à une politique syndicale offensive.

Cette évolution s'est poursuivie au cours de la grève du printemps 1978 dans le Bade-Würtemberg (qui s'est faite contre la volonté des dirigeants syndicaux locaux) et au cours des élections de délégués de l'été 1978, qui ont vu se former dans un grand nombre d'usines des listes oppositionnelles au succès impressionnant.

Depuis la grève du printemps 1978 dans le Bade-Würtemberg, l'atmosphère est à l'orage dans toute l'organisation. Aux élections professionnelles de 1978, des listes oppositionnelles ont été constituées dans de nombreux complexes sidérurgiques parmi les plus importants. Des listes contestataires ouvertement maoïstes ont même parfois recueilli jusqu'à 40% des voix, et ce dans des entreprises où le personnel est syndiqué à 100%. Et le manque d'expérience de lutte en Nordrhein-Westfalen devint peu à peu également un problème pour la bureaucratie. C'est ainsi que le dirigeant du syndicat régional en personne se plaignit auprès des délégués que lors de précéden-

tes négociations salariales, un des maîtres de forge lui avait jeté en pleine figure que s'il n'était pas prêt à faire une concession, c'était parce que l'IG Metall était proprement incapable de faire une grève !

Il n'y avait donc pas 36 solutions pour la bureaucratie syndicale régionale de s'en sortir. Elle devait donner de nouvelles perspectives qui remplaceraient la cogestion de plus en plus désavouée, et faire preuve par une ouverture - limitée certes - qu'elle était capable de mener une grève. C'était le seul moyen de renouer le contact avec la base.

LES CALCULS DE LA DIRECTION SYNDICALE

Ceci explique pourquoi la fraction bureaucratique qui s'est emparée des 35 heures a été précisément celle qui avait le plus combattu le mot d'ordre. Mais, de toutes les revendications syndicales actuelles, elle est la seule qui, premièrement, grâce au mot «Einstieg» (4), pouvait ouvrir à moyen terme une nouvelle perspective de pratique syndicale réformatrice, et qui, deuxièmement, s'inscrivait dans le sens d'une lutte contre les licenciements. Mais une idée neuve n'entraîne pas automatiquement une nouvelle pratique. En RFA, la réduction du temps de travail et les conditions de travail sont régies par des conventions «sous le man-

teau», différentes de celles qui fixent les salaires. La bureaucratie syndicale prit prétexte de ces accords sous le manteau pour avancer la proposition «vers les 35 heures» sans discussion avec les militants. Dans beaucoup d'usines et chez les délégués la surprise fut de taille. Au début, cette revendication a été perçue comme une «astuce» pour hausser la barre dans l'ensemble des négociations avec le patronat.

Lorsqu'à la mi-juin de l'année dernière, la revendication fut rendue publique, la direction syndicale ne fit rien pour la diffuser et encore moins pour mobiliser. Les 35 heures ont été de plus en plus étiquetées comme une revendication de la sidérurgie. La direction de l'IG Metall a refusé consciemment d'avancer le même mot d'ordre dans la métallurgie et s'en est tenue dans cette branche à la revendication des six semaines de congé.

Au cours des premières négociations, les patrons ne voulaient rien entendre. Dans la commission syndicale sur les salaires, il fut suggéré de dire officiellement adieu aux 35 heures. Mais cette fois, les bureaucrates ne voulaient pas perdre la face. Au contraire, ils se tournèrent vers les quelques hauts-fourneaux à tradition de lutte et vers les délégués de gauche du syndicat en expliquant qu'ils devaient désormais «faire démarrer la mobilisation».



Cependant les négociations s'espacèrent et se firent plus brèves, au profit des négociations salariales habituelles qui tombaient précisément à la fin de l'année. Les propositions de revendication salariale venant des entreprises oscillaient entre 8 et 10% d'augmentation. Pour contenter les patrons aussi bien que pour pouvoir associer la revendication salariale à celle des 35 heures, les bureaucrates différaient de leur côté les négociations, et réduisirent lors d'un référendum interne leur revendication salariale à 5% d'augmentation. Mais cette autocensure elle-même n'a pas satisfait les patrons. Ils proposèrent au cours des premières discussions 2,1% d'augmentation et deux jours de congé supplémentaires pour tous.

Les positions en présence se durcirent, il devint de plus en plus difficile de trouver une solution autour de la table de négociations. Les bureaucrates redécouvrirent une gauche syndicale jusque-là oubliée. Il leur restait tout juste deux semaines pour populariser la revendication et pour dissiper les craintes qu'ils avaient jadis semées.

LE REFERENDUM ET LE DEBUT DE LA GREVE

Pour garantir le succès du référendum du 18 au 21 novembre 1978, l'IG Metall avait appelé la veille, selon les régions, à une grève d'avertissement ou à des meetings pris sur le temps de travail. L'appel fut suivi par 120 000 ouvriers et il y eut 22 manifestations. C'était la plus importante mobilisation de masse dans la sidérurgie depuis des dizaines d'années. Si l'on prend en compte la longue pratique de négociations sans participation de la base, sans grève d'avertissement, il est évident qu'un mouvement d'une telle ampleur cachait des points d'ombre. Ceux-ci se sont hélas très vite révélés. Une mobilisation lancée du sommet ne permettait pas de faire le plein des capacités de lutte.

Les mobilisations ont cependant reflété l'état de la préparation dans les différentes en-

treprises. A Dortmund (20 000 participants) et à Duisbourg (25 000 en trois manifestations), la participation a été supérieure à la moyenne. Les travailleurs n'ont pas attendu les banderoles toutes faites, ils en ont fabriqué eux-mêmes. Les interventions des directions syndicales ont été purement défensives et démobilisatrices : ils se moquaient des initiatives des travailleurs et ne leur donnaient aucune perspective.

Malgré cela, le référendum a remporté un énorme succès. Sur 95,1% d'ouvriers prenant part au vote, il y eut 86,96% de oui : dans l'histoire de l'IG Metall, il n'y avait eu qu'un seul résultat supérieur à celui-ci.

Trois jours plus tard, les patrons se remuèrent et donnèrent leur position. Pour empêcher la grève qui s'annonçait, ils offrirent la possibilité au «rêve» des syndicats de se réaliser et proposèrent immédiatement les six semaines de congé pour tous. A la veille du référendum, cette «proposition de rêve» aurait signifié la fin du conflit. Mais entre temps, la propagande et l'agitation sur les 35 heures avaient fait leur chemin dans la tête des sidérurgistes. Le simple mot d'ordre de «partage du travail entre toutes les mains ouvrières» avait pénétré dans la conscience des sidérurgistes, après que la bureaucratie et les directions syndicales d'usines l'aient largement diffusé elles-mêmes. Un retour en arrière n'aurait été possible qu'au prix d'une accentuation des conflits internes et d'un profond désaccord.

Le refus de la proposition patronale changea profondément l'ambiance dans les usines. Aucun doute ne subsistait : on se préparait activement à la lutte. Les craintes et les réticences furent balayées d'un seul coup par la grève. On aurait presque pu parler d'«euphorie»

L'INTRANSIGEANCE PATRONALE

La direction de l'IG Metall, fidèle à sa longue politique de collaboration de classe, avait le

projet, en intégrant les 35 heures à sa plate-forme, de poursuivre cette même politique avec d'autres moyens, en donnant des perspectives à moyen terme. Cela lui aurait entre autres permis de se refaire une virginité auprès de la base. Le rêve éclata comme une bulle de savon lorsque les maîtres de forge forcèrent les travailleurs à faire grève. La fermeté patronale face à toute forme de réduction hebdomadaire du temps de travail constituait un obstacle de taille. La corde s'appelait «35 heures» et, au lieu de permettre aux bureaucrates de s'en tirer, elle s'enroulait autour de leur cou.

Comment expliquer cela ? Les patrons ouest-allemands sont-ils plus bêtes que leurs comparses étrangers ? Sont-ils trop bêtes pour prendre la perche que leur tendait la bureaucratie syndicale en matière de collaboration «new look» ?

Une chose est claire : les patrons allemands sont certainement les plus puissants économiquement en Europe, mais ce ne sont sans doute pas les plus futés et lucides représentants de leur classe. Helmut Schmidt est bien meilleur qu'eux dans le rôle. Simplement, depuis des années, ils se sont habitués à la pratique des directions syndicales. «Chien qui aboie ne mord pas», dit un proverbe. Cette «expérience» les a cependant conduit ces derniers temps à exagérer, voire à jeter de l'huile sur le feu, en menaçant par exemple les travailleurs de *lock-out*.

Mais cela n'est sans doute que l'aspect visible des calculs de la bourgeoisie. Son attitude s'explique par bien d'autres motifs encore. Il en va de leur part du gâteau, que pour rien au monde ils n'acceptaient jusqu'à aujourd'hui de partager avec la classe ouvrière. Ils ont retenu une chose : toute diminution du temps de travail entraîne directement une baisse de leurs profits.

La combativité ouvrière augmente, les grèves et les conflits deviennent de plus en plus nombreux, mais leur extension et la radicalisation des travail-

leurs ne sont pas telles qu'elles forcent la bourgeoisie à la défensive. Ce qu'elle craint le plus, c'est que chaque nouvelle lutte, même partielle, ne déclenche une avalanche de coûts en stimulant les réactions des syndicats.

Les patrons allemands se sentent encore aujourd'hui assez forts pour contraindre un syndicat «récalcitrant» à reculer, sans que cela débouche sur une quelconque radicalisation. Jusqu'à présent, l'histoire leur a, hélas, toujours donné raison. Il faut dire qu'ils ont un puissant argument... d'ordre financier. Chaque lutte ouvrière bénéficie d'un fonds spécial (celui qui paie sa cotisation - 1% du salaire - conformément au règlement, reçoit l'entièreté de son salaire pendant la grève) mais il peut arriver que l'argent, utilisé pour d'autres buts, manque dans les caisses. Même la puissante fédération de l'IG Metall n'est pas à l'abri d'un tel risque.

Les patrons en ont tiré les leçons et deux organismes patronaux de choc (BDA et BDI) ont publié un «guide du patron», dans lequel ils conseillent à leurs collègues, en cas de résistance ouvrière aux mesures préconisées dans ce «guide», d'employer la tactique du *lock-out*, et de tenir eux-mêmes grâce à leur propre fond de «lutte» en cas de conflit grave !

Dans ce «guide», sont énumérées les mesures à ne pas prendre :

- pas d'horaire en-dessous de 40 heures;
- pas de congé de plus de six semaines;
- pas de droits supplémentaires accordés aux délégués pour les contrats salariaux.

LE DEROULEMENT DE LA GREVE

La forte combativité qui est apparue dès les premiers jours de la grève a dépassé toutes les espérances. L'IG Metall a concentré tous ses efforts sur huit usines, comptant 40000 travailleurs. Dans toutes les usines en grève, il n'y eut aucun problème pour former des piquets, pour développer la mobilisation.

Personne n'avait peur d'un conflit durable. Certes, les espoirs quant au résultat de la grève étaient minimisés par les bureaucrates syndicaux, mais il n'y avait aucun doute pour personne que l'on devait s'acheminer vers un plan par étapes de réduction du temps de travail. Avant tout, on affirmait l'objectif de la mobilisation, la logique inhérente à la réduction du temps de travail, et la nécessité de prendre de nouvelles mesures pour empêcher toute accélération des cadences.

Dans les premiers jours, la grande gagnante fut assurément la bureaucratie syndicale. Elle avait atteint son but : la grève. Elle avait rendu possible ce qui était supposé ne pas l'être et entraîné les sidérurgistes dans la lutte. Son attitude lui avait donné un tel crédit auprès des travailleurs que dans les premiers temps, toute critique faite à la direction syndicale était perçue comme un affront fait à «Sa Majesté». Ceci n'a cependant pas entraîné le rejet des organisations de gauche. Chacune pouvait discuter de la grève à condition d'en être solidaire et de ne pas se contenter de critiquer.

Dès le premier jour de la grève, les patrons utilisèrent le *lock-out* contre les ouvriers déjà en grève et contre 30000 autres travaillant dans sept usines différentes. L'atmosphère se tendit un peu plus et un délégué résuma ainsi la situation : *«C'est le début de la fin de la concertation et de la cogestion dans la sidérurgie»*.

Le meeting de protestation convoqué en toute hâte un jour avant le *lock-out* à Bochum devait dépasser toutes les espérances et réunir plus de 10000 ouvriers.

L'ambiance était à la lutte, mais, dès cette réunion de masse, les premières exigences face aux directions syndicales se sont fait jour : *«Kurt (c'est le prénom du dirigeant local), tu sais à quoi t'en tenir, nous voulons travailler cinq heures de moins»*, revenait comme un leitmotiv dans l'assemblée.

Les grévistes et les délégués des usines qui n'étaient pas encore dans le mouvement sortirent de ce meeting avec la ferme conviction que l'extention de la grève était le seul moyen de répondre au *lock-out*. C'est ce qui a été demandé dans les motions de quelques usines.

Après la première semaine de grève et un jour après le *lock-out*, le dirigeant de l'IG Metall du Bade-Würtemberg proposa une grève d'avertissement dans toute la métallurgie pour lutter contre le *lock-out*. Les patrons hurlèrent. Effrayé, le président de l'IG Metall Loderer s'opposa à la proposition du dirigeant württembourgeois et prit des mesures disciplinaires contre lui.

Cependant, cette proposition avait été chaudement accueillie par les grévistes et les victimes du *lock-out*, qui démentirent publiquement le dirigeant du syndicat Loderer.

Au cours de la réunion des dirigeants syndicaux qui suivit, Loderer fut contraint de retirer sa condamnation et d'annoncer lui-même que le syndicat préconisait de telles actions en Nordrhein-Westfalen et appelait tous les travailleurs de la métallurgie et les autres syndicats à y participer. Pour la première fois, l'image de marque de Loderer était entamée.

Mais l'IG Metall renonça à l'extention de la grève et se déclara prête à répondre aux souhaits des patrons et à nommer un médiateur. C'est ainsi que les actions contre le *lock-out* furent repoussées de trois jours. A Duisbourg cependant, la direction syndicale locale s'opposa, sous la pression des travailleurs, à la direction fédérale. 35000 manifestants défilèrent dans les rues de la ville - c'était l'une des plus grandes manifestations - en scandant : *«A bas le médiateur, seule la grève générale permettra de gagner !»*.

Les manifestations contre le *lock-out*, soi-disant repoussées de trois jours, eurent lieu dans plus de 30 villes. Plus de 145000 ouvriers manifestèrent. Dans de nombreuses villes de la Ruhr,

ils ont bloqué la circulation et distribué des tracts dans les grands magasins. A Dortmund, il y eut une véritable manifestation internationale. Une soixantaine de sidérurgistes hollandais étaient venus et scandaient : « *Vive la solidarité internationale, votre grève est la nôtre !* ». Mais la mobilisation n'a pas marché partout. La bureaucratie s'était trop facilement acquittée de sa tâche. En Nordrhein-Westfalen, par exemple, un appel aussi léger ne suffisait pas pour mobiliser, vu le peu de traditions de lutte.

Mais il était clair lors de ces meetings qu'il y avait un changement dans la grève. L'élan et la combativité faisaient défaut à ceux qui n'étaient pas encore dans le mouvement, tandis que les grévistes et les victimes du *lock-out*, vu la non-extension de la grève et l'arbitrage d'un médiateur, adoptèrent une attitude attentiste. Les discours des dirigeants syndicaux dans les meetings demandaient à chacun de baisser un peu la pression et de ne plus s'échauffer.

LES EFFETS DE LA CONCILIATION

L'acceptation du ministre du Travail de Nordrhein-Westfalen, Farthmann (SPD), comme conciliateur ne laissait rien présager de bon. Il avait déjà obtenu l'an dernier pour les sidérurgistes un compromis pourri. De plus, il s'était ouvertement prononcé en faveur d'une solution qui devait d'abord apporter des avantages à certains groupes, c'est-à-dire qui avait les mêmes

bases que celle proposée par les patrons. D'autre part, il était clair que la bureaucratie syndicale réfléchirait à deux fois avant de désavouer, par l'échec de la conciliation, un politicien important du SPD et un ancien bureaucrate syndical.

Les grévistes étaient enclins à repousser la conciliation politique. Beaucoup sentaient qu'elle était un signe de ce que la direction s'orientait maintenant vers la résolution du conflit. D'autre part, pour beaucoup une solution satisfaisante n'était guère imaginable alors que tous les moyens de combat syndicaux étaient encore loin d'être épuisés (à ce moment l'industrie automobile, qui aurait dû être une des premières touchées par la grève, criait sur tous les toits qu'elle pouvait encore produire jusqu'à la moitié ou la fin du mois de janvier). Mais la conciliation pesait d'abord sur l'esprit combatif. Ce sentiment était largement partagé : la lutte des travailleurs passerait en coulisses lorsque les négociations seraient en cours avec le conciliateur. Tout d'un coup, ce n'étaient plus les grévistes qui déterminaient ce qui allait arriver, mais la conciliation. De partie prenante active du combat, ils sont devenus des spectateurs passifs. Pour savoir où l'on en était, il ne s'agissait plus de discuter avec les camarades, mais d'appuyer ponctuellement sur le bouton lors des informations à la radio et à la télévision. L'horizon de leurs aspirations était clairement rétréci, mais en même temps, la méfiance envers la direction s'élargissait. Elle perdait très rapidement son crédit de confiance récemment acquis.

CE QU'A FAIT HELMUT SCHMIDT

Beaucoup d'observateurs ont été étonnés qu'Helmut Schmidt ne soit pas intervenu personnellement dans la grève en tant que médiateur, et qu'il ait préféré se dorer au soleil de la Guadeloupe. Au lieu de cela, le Chancelier fédéral a déclaré à la population, dans ses vœux de Noël télévisés, que « *les grèves n'étaient pas une malchance nationale* », et dans des inter-

views, « *que la semaine de 35 heures est possible et viendra un jour* ». En disant cela, il était non seulement d'accord avec la ligne de la bureaucratie syndicale, mais aussi avec celle de son parti, le SPD, ce qui arrive souvent. Le SPD a avancé, dans son Congrès du parti pour le programme européen, peu de temps avant le début de la grève, les mots d'ordre d'« *introduction progressive des 35 heures* » et d'« *interdiction du lock-out* », pour sa campagne électorale européenne. Helmut Schmidt sait qu'il a actuellement des problèmes avec la base électorale du SPD et qu'il doit faire quelque chose pour les résoudre.

Néanmoins le Chancelier fédéral ne s'est pas tourné les pouces. Il a préféré essayer d'agir dans les coulisses. Les membres du cabinet ont été obligés de ne rien dire en public et de s'abstenir d'exprimer un avis sur le combat des travailleurs. Il est certain que Schmidt n'a pas manqué de se servir du téléphone pour demander sans éclat à la direction de l'IG Metall de hâter la fin de la lutte des travailleurs.

La direction de l'IG Metall a certainement reçu aussi de Schmidt le conseil efficace de battre en retraite afin de faire fléchir une partie de la commission tarifaire et de voter sur la base d'un compromis. Ces « *opérations en coulisse* » n'ont cependant nulle part été ouvertement connues, mais beaucoup de grévistes ont très vite remarqué le changement soudain d'opinion de leurs permanents entre Noël et le jour de l'An.

LE FOSSE ENTRE LA BASE ET LA BUREAUCRATIE

La raison de ce développement a été le fossé croissant entre d'un côté la direction et l'appareil, et de l'autre la base des grévistes. La première divergence a eu lieu sur le problème d'étendre la grève ou de s'en remettre à la conciliation. Les dirigeants de la grève et les corps de délégués ont pris ouvertement position contre le comportement de la direction syndicale.



Le 17 décembre, le conciliateur a présenté un résultat des négociations, annoncé largement dans la presse, qui ne s'appuyait que sur des discussions avec le premier Président de l'IG Metall, Loderer, et sur son accord.

Les conditions pour l'acceptation du compromis semblaient pourtant défavorables. De façon prévoyante, des assemblées de grévistes - appelées par les dirigeants de la grève au niveau des entreprises - ont eu lieu dans beaucoup d'usines. Elles s'occupaient de la possibilité d'un tel compromis et on y faisait de l'agitation pour le refuser.

Le 3 janvier 1979 a été présentée une nouvelle offre qui ne différait guère de la première et qui ne prenait pas en compte la diminution souhaitée du temps de travail. On a appris avec étonnement que la bureaucratie avait accepté cette proposition «dans son principe et sa structure». Mais ces informations ont encore une fois provoqué le mécontentement. Beaucoup de corps de délégués ont envoyé des lettres de protestation détaillées à la Commission tarifaire; plus de 800 grévistes (dont, pour certaines usines de Duisbourg et de Dortmund, tous les dirigeants de la grève au niveau de l'entreprise) ont occupé le siège de la Commission tarifaire et ont demandé de prendre part à la session, ce qui bien sûr a été refusé.

Lorsque, le 6 janvier, le résultat final a été donné, 1000 grévistes se sont encore une fois rassemblés devant le siège de la Commission tarifaire. On avait cette fois pris la précaution d'en verrouiller les portes, et les membres de la Commission tarifaire se sont glissés par l'entrée de derrière. Le compromis a été accepté par 88 voix contre 37. Mais la bureaucratie a dû payer le prix pour cela. Les représentants d'entreprises des trois plus importantes usines sidérurgiques ont écrit une résolution où ils expliquaient leur refus et nommaient les responsables : la bureaucratie régionale et la direction au sommet; ils ont de plus expliqué qu'ils étaient prêts à se

coordonner et à travailler ensemble pour «changer quelque chose dans le syndicat» et ils appelaient ouvertement les membres du syndicat à voter «non» lors du vote final - ce qui équivalait à un refus d'obéissance d'après les normes strictes de discipline des syndicats ouest-allemands.

Néanmoins, il était évident dès le premier coup d'œil que la bureaucratie se tirait convenablement du vote. Il y a eu 90,8% de votants; 49,5% de ceux qui avaient le droit de voter se sont prononcés en faveur du compromis, et 40,9% contre. Un résultat vraiment «normal». Mais si l'on décompose les résultats par entreprises, le tableau est différent :

- dans les usines concernées dès le début par la grève, il y a eu 55 à 95% de non;
- dans les usines qui s'étaient mises en grève dans les trois derniers jours, il y avait encore 40 à 50% de non;
- C'est seulement dans les usines qui n'ont pas fait grève qu'il n'y a eu en gros que 25% de non.

LES LIMITES DE LA LUTTE

L'échec de l'IG Metall, dans sa tentative d'obtenir un véritable accès à la semaine de 35 heures pour tous, signifie sans aucun doute un pas en arrière dans le combat pour la réduction hebdomadaire du temps de travail. Les autres syndicats - qui sont beaucoup plus faibles - vont s'orienter d'après ce qui s'est passé et abandonner ce combat.

Pour la bureaucratie, le dilemme consiste en ceci : d'un côté la pression de la base se renforce et elle doit y réagir; de l'autre côté toute ouverture à la combativité, si modeste soit-elle, la mettrait en position de conflit avec la bourgeoisie. Chaque ouverture de la bureaucratie à la combativité, d'autre part, provoque l'euphorie de la base, et augmente ses espérances. C'est ce qui s'est passé cette fois-ci, où pour la première fois, la bureaucratie a donné, par la grève, la possibilité à ceux qui ont une orientation de lutte de classe de se coordonner, et où

le fossé que l'on voulait combler s'est encore creusé.

Mais ces forces se trouvent aussi en difficulté en raison de leur faible importance quantitative et du bas niveau de conscience de la classe ouvrière. Elles peuvent entraîner les masses aussi longtemps qu'elles marchent du même pas que la direction officielle. Elle peut aller jusqu'à expliquer et critiquer les mauvais procédés de la direction officielle. Mais elles ne peuvent encore passer de cette critique à des actions

Beaucoup de gens ont ouvert les yeux sur ce problème pendant la lutte. Ils sont retournés au travail avec amertume; ils se considèrent dupés par leur direction, mais ils ne sont pas démoralisés. Au cours de la grève, ils ont pris conscience de leur force. Ils sont maintenant décidés à exploiter cette force dans les affrontements à l'intérieur des syndicats, tout d'abord au niveau des entreprises. Il est plus important de saisir ce fait que de donner une réponse à la question de savoir si la bataille s'est achevée par une victoire ou par une défaite.

NOTES

- 1) Les métallos du Schleswig-Holstein ont fait grève pour obtenir le paiement de leur salaire en cas d'arrêt-maladie. Ils ont obtenu un compromis leur garantissant 76,2% de leur salaire.
- 2) Le «Sozialistische Büro» par exemple, qui jusqu'à la mi-77 expliquait que cette revendication ne pouvait être satisfaite sur le plan économique et que les réductions du temps de travail entraînaient automatiquement une accélération des cadences et une diminution des salaires.
- 3) Un sondage du journal «Die Zeit» révèle que pendant la grève même, 44% des syndiqués étaient pour une réduction du temps de travail hebdomadaire, 50% pour les 6 semaines et 6% sans opinion.
- 4) «Einstieg», littéralement «entrée dans» (les 35 heures), se rapporte à un plan syndical précis d'accession progressive aux 35 heures, plan d'une durée de 5 ans.

L'Espagne entre le référendum et les élections

Les aspects les plus négatifs pour le mouvement ouvrier ne proviennent pas des échéances du calendrier électoral ni du fait que les communes sont toujours contrôlées par la droite. Ses faiblesses viennent de l'attitude que le PSOE et le PCE semblent adopter pour les élections.

Angel MUNOZ

● Le référendum sur la Constitution du 6 décembre dernier donnait une faible majorité de oui au niveau de l'Etat espagnol : 59,4%. En Euskadi, il y eut une majorité de votes contre la Constitution (seulement 27,34% de oui en Guipuzcoa, et 31,14% en Biscaye). Deux événements importants s'étaient produits auparavant. La nuit du 16 au 17 novembre, une partie de l'état-major militaire avait tenté de faire ce que l'on a appelé l'« opération Galaxie » : la tentative de prendre le Palais de la Moncloa, résidence du Président du gouvernement Adolfo Suarez, pour exiger du roi la formation d'un gouvernement fort et de droite et l'ajournement de la Constitution. Trois jours après, lors de l'anniversaire de la mort de Franco, quelque 100 000 fascistes se sont réunis à Madrid pour exiger le retour de la dictature. Il existait probablement un lien entre ces deux faits.

Le 27 décembre, le gouvernement renonça au renouvellement du Pacte de la Moncloa,

entre les centrales syndicales, le patronat et le gouvernement. Il dicta un décret-loi qui limitait l'augmentation des salaires à 13%. Deux jours après, le Président Suarez rendait public le calendrier électoral : dissolution des Cortès, élections générales le 9 mars 1979, municipales le 3 avril. Le statut d'autonomie des nationalités restait en suspens jusqu'à la fin de la période électorale.

L'année 1979 a commencé par un changement qualitatif dans la stratégie terroriste de l'ETA, par l'attaque directe contre les officiers de l'armée. Ainsi ont été tués le Commandant Herrera à San Sebastian et, immédiatement après, le général Ortín, gouverneur militaire de Madrid. La crise de l'armée éclata de nouveau. L'enterrement du général Ortín a été l'occasion pour une partie de l'état-major, représentant le secteur le plus réactionnaire de l'armée, d'élever la voix contre le Vice-président lieutenant-général Gutierrez Mellado, auteur de la réforme militaire que le gou-

vernement est en train d'appliquer, et contre le roi lui-même.

Quelques jours après, le général Bartret, chef de la police armée, et plusieurs officiers supérieurs de ce corps, présentèrent leur démission. La vague de démissions était sur le point de s'étendre à tous les officiers supérieurs des corps de sécurité de l'Etat les plus importants.

Enfin, il faut signaler que la période électorale s'ouvre dans une situation marquée par de nombreux conflits du travail, dans laquelle les indices des grèves rappellent ceux des six premiers mois de 1976, tant par le grand nombre d'ouvriers qui y participent (600 000 grévistes pour le seul 11 janvier), que par leur ampleur à l'échelle de l'Etat (téléphones, banques, enseignement, branches d'industrie comme la métallurgie).

Ce sont là les effets immédiats du refus des propositions gouvernementales par les directions syndicales (Commissions ouvrières et UGT) pour la première fois après trois ans et demi de pacte social.

En cette veille d'élections, l'Espagne connaît la plus grande crise de l'armée qu'elle ait jamais vue. C'est également la plus grande crise à laquelle ait été confronté le gouvernement de l'UCD (Union du centre démocratique) qui, de plus, ne peut compter aujourd'hui sur l'appui du Parlement.

Mais le grand problème pour le mouvement ouvrier, c'est que ces crises ne sont pas le produit de sa mobilisation. Pire encore, le mouvement ouvrier n'a répondu à aucune des tentatives de coup d'Etat ni à aucune des provocations fascistes. Ses directions majoritaires l'ont conduit à se mobiliser exclusivement contre le terrorisme de l'ETA, en solidarité avec l'armée.

Il existe une relative autonomie entre la crise politique et les luttes revendicatives. Un an et demi de politique de pacte économique entre les directions

syndicales et le gouvernement bourgeois a pour conséquence le maintien d'une profonde désorientation politique de la classe ouvrière.

Les directions du PSOE et du PCE, en cette période pré-électorale, défendent la poursuite de cette même politique, allant jusqu'à affirmer la nécessité d'un gouvernement de coalition.

Il est clair par ailleurs que la bourgeoisie ne peut espérer une victoire significative sur les partis ouvriers et qu'elle va devoir continuer à compter sur une collaboration étroite et active de ces partis pour continuer à gouverner. La situation d'équilibre instable dans laquelle se trouve l'Espagne depuis des mois va donc se prolonger au-delà de ces élections.

UN AN ET DEMI DE PACTE

Le Pacte de la Moncloa a été signé à l'automne 1977 par tous les partis politiques représentés au Parlement. Ceux-ci se sont engagés sur un programme politique et économique de gouvernement, un programme qui était de A à Z le programme de l'UCD. Le PSOE et le PCE obligèrent les syndicats à accepter ce pacte, y compris dans les limites qu'il donnait aux augmentations de salaires. Les arguments avancés alors prétendaient que c'était la meilleure façon de résorber le chômage et qu'il y avait des « contreparties sociales sur le plan de la santé, du logement, etc. ». Sur le plan politique, le Pacte de la Moncloa impliquait l'acceptation de la réforme de la police et de l'armée proposée par le gouvernement Suarez. Il retardait la solution aux problèmes des nationalités en acceptant la formation d'organes de « pré-autonomie » (qui étaient censés préparer l'autonomie de la Catalogne, de l'Euzkadi, etc.).

Ensuite, on est passé à la rédaction du texte de la Constitution en suivant ce que l'on a appelé « la politique du consensus ». Cela a consisté à établir un accord préalable des partis sur le document avant sa discus-

sion au Parlement. De fait, les seules notes de désaccord avec un texte sur la Constitution rédigé par des forces qui vont de l'Alliance populaire (Fraga, ministre de l'Intérieur à l'époque de la tuerie de Vitoria) au PCE, sont venues de l'opposition minoritaire du Parti nationaliste basque, qui proposait le rétablissement du système des *fueros* existant en Euzkadi depuis le Moyen-Age, et qui s'est abstenu dans le vote, parce qu'il ne l'avait pas obtenu, et de quelques parlementaires isolés qui votèrent contre le texte.

A LIRE EGALEMENT

1. *Premières leçons des élections syndicales*, par Michel Rovere, *Inprecor*, numéro 24, du 17 mars 1978.
2. *Après le IXe Congrès du PCE : les vents nouveaux du Parti communiste espagnol*, par Michel Rovere, *Inprecor*, numéro 28, du 12 mai 1978.
3. *Montée et différenciation du syndicalisme en Espagne*, par José Montero, *Inprecor*, numéro 32, du 6 juillet 1978.
4. *La grève générale en Euzkadi*, par I. Uribarri, *Inprecor*, numéro 34, du 21 septembre 1978.

Les effets de cette politique apparaissent dans les chiffres. Au niveau des salaires, le Pacte de la Moncloa a été respecté plus que scrupuleusement. La limite d'augmentation des salaires, qui avait été fixée à 22%, n'a été dépassée nulle part et dans la grande majorité des entreprises, les augmentations de salaires ont oscillé entre 16 et 18%. Ce qui a signifié une baisse réelle du pouvoir d'achat des travailleurs.

Au même moment, on dénombrait 500 000 chômeurs supplémentaires, en particulier des jeunes. Au plan social, le début d'application de la réforme du système médical hospitalier a signifié une réduction du budget de la sécurité sociale et fait peser le risque d'une privatisation des services de santé.

Dans l'enseignement, le Pacte prévoyait la création de 700 000 nouvelles places dans les écoles;

le coût de ce projet (40 000 millions de pesetas) devait être payé à partir d'un accroissement de la dette publique.

Bien qu'officiellement une partie de cette somme ait été mise à la disposition du ministère de l'Education, rien d'important ne s'est concrétisé.

Une autre soi-disant « contrepartie sociale » du Pacte de la Moncloa concernait la politique agraire. Seules ont été réalisées les élections aux « chambres agricoles » qui, par leur caractère antidémocratique, ont rencontré une forte opposition des organisations paysannes.

Au plan politique le bilan est également négatif. La Constitution « de consensus » ne prend pas en considération les droits démocratiques des fonctionnaires de l'Etat, stipule qu'une grève peut être déclarée « inexistante » si elle « gêne la vie des citoyens », consacre l'économie de marché, légalise le « lock-out », exclut le droit à l'autodétermination et à la souveraineté pour les nationalités, ne reconnaît pas le droit à l'avortement pour les femmes, protège l'enseignement privé qui va bénéficier de nombreuses aides de l'Etat, etc.

Dans le cadre du « consensus », les fascistes qui ont connu la défaite lors des élections du 15 juin 1977 ont pu reconstituer leurs forces, consolider leurs liens avec des secteurs des Forces armées et de la police et apparaître comme une force dangereuse pour les travailleurs.

Il convient de s'attarder un peu plus sur un aspect de la situation actuelle : le terrorisme de l'ETA. Depuis un an et demi l'activité de l'ETA s'est sensiblement intensifiée. L'armée est devenue la cible principale de ses actions. En Euzkadi, ces actions terroristes bénéficient d'un appui social relativement important. La capacité de mobilisation, lors du référendum, de la coalition de partis de l'Eritbatasuna (Unité du peuple) en est un indice significatif.

L'activisme militaire de l'ETA est aujourd'hui totalement négatif pour les travailleurs. Ses actions désorientent et divisent la classe ouvrière. Elles offrent un prétexte à l'institution des « lois antiterroristes » qui sont, en réalité, une menace contre le peuple et permettent que d'importants secteurs de travailleurs basques s'éloignent de la lutte pour la souveraineté et l'autodétermination des nationalités, tandis que des sentiments anti-Basques se développent dans le reste du pays.

Toutefois, l'impact et les racines de cette politique terroriste ne peuvent se comprendre qu'à la lumière de la politique de « consensus » des directions ouvrières traditionnelles qui laissent de côté la lutte pour les revendications politiques fondamentales d'Euzkadi. Le terrorisme trouve aussi son auto-justification dans la sainte alliance entre les partis ouvriers réformistes et le gouvernement. En même temps qu'ils appellent à des grèves et des actions contre le terrorisme, ils appuient les mesures répressives du gouvernement contre l'Euzkadi. En fait, le gouvernement a utilisé la marge de manœuvre que lui donnait la politique de « consensus » pour mettre en pratique une politique répressive particulièrement en Euzkadi où existe une situation dite « d'Etat spécial ».

En conclusion, après un an et demi de politique de « consensus », l'activité militante au sein des partis ouvriers a chuté radicalement.

Les estimations quant à la diminution du nombre d'affiliés réels au PSOE vont de 75 000 à 250 000.

Au niveau syndical, on assiste au même phénomène. Les travailleurs ne voient pas une alternative dans la politique d'appui au gouvernement que pratiquent leurs directions. Nicolas Redondo résume cyniquement l'état d'esprit des militants du mouvement ouvrier espagnol lorsqu'il dit : « *Ce 'consensus' mène à la confusion et à la désillusion de grandes*

masses de travailleurs qui ont voté pour les partis de gauche. »

REFERENDUM ET CALENDRIER ELECTORAL

La période du référendum constitutionnel a été marquée par trois facteurs :

1) L'aggravation des contradictions au sein de la bourgeoisie, et particulièrement au sein d'institutions comme l'armée et la police. « L'opération Galaxie » dont on a parlé plus haut et l'insubordination de la police contre le général Timon de Lara au cours de l'enterrement des policiers tués en Euzkadi, en sont des exemples éloquentes. La crise de direction de la bourgeoisie et l'affaiblissement de l'autorité du gouvernement s'accroissent.

DANS LE NUMERO ECONOMIQUE (NUMERO 41-42)

- Economie capitaliste internationale : 1979-1980 : récession seulement aux Etats-Unis ou nouvelle récession généralisée ? (Ernest Mandel)
- Economie capitaliste européenne : le projet de système monétaire européen (Winfried Wolf)
- Etats-Unis : freiner l'effondrement du dollar (Jon Britton)
- Brésil : vers la récession en 1980 (Martin Fernandez)
- Espagne : un an après le pacte d'austérité (Jesus Albarracin et Pedro Montes)
- Yougoslavie : le système yougoslave face à ses impasses (Catherine Verla)
- URSS : qu'est-ce qui fait courir Brejnev ? (E. Laurent)
- Chine : la réinsertion dans le marché mondial (P.G.)
- Pays sous-développés : la situation économique des pays sous-développés (Charles-André Udry)

2) Les directions ouvrières traditionnelles ont appuyé totalement la politique du gouvernement et défendu à outrance la Constitution sans proposer aucune alternative, sans appeler à répondre aux initiatives de la réaction. Au contraire, ils ont appelé, le 4 décembre, à une journée contre le terrorisme et en défense de la Constitu-

tion, aux côtés du principal parti bourgeois, l'UCD. La désorientation de secteurs importants du mouvement ouvrier qui se trouvent maintenant impuissants, à la merci des événements, sans que leurs directions majoritaires leur offrent une alternative, est patente. Ils n'ont pas non plus un impact suffisant parmi les travailleurs leur permettant de mener à bien une politique, même de façon partielle et limitée, qui apporte une réponse de classe à la situation. Le *oui* a obtenu une petite minorité, très éloignée des objectifs du *oui* massif dont rêvaient le PSOE, le PCE et les syndicats. Cependant, le *oui* a été majoritaire dans le mouvement ouvrier. Comme l'a déclaré carrément un politicien bourgeois catalan : « *Le oui massif des travailleurs a sauvé la Constitution.* »

Cette approbation est à la fois le résultat du contrôle que les directions traditionnelles continuent à exercer sur le mouvement ouvrier, malgré une année et demie de pacte social, de la volonté des travailleurs d'abroger la législation franquiste et de leurs illusions sur l'utilité future du texte constitutionnel.

Mais comme on a pu le voir dans les meetings et les manifestations antérieures aux élections, il y avait aussi une certaine défiance vis-à-vis de la Constitution qui était vue comme un moindre mal par beaucoup de travailleurs qui ont voté *oui*. L'abstention a été très importante : 32,3%. Mais en décomptant le chiffre admis de 20% d'indifférents, on peut considérer que cette abstention révélait deux positions distinctes : d'un côté, elle exprimait des positions politiques allant du refus pur et simple jusqu'aux positions du Parti national basque; de l'autre, elle exprimait la déception et l'apolitisme désabusé de couches fondamentalement petites-bourgeoises de la population. Le *non* n'a été important qu'en Euzkadi où il répondait aux propositions de la gauche ouvrière et socialiste. Hors d'Euzkadi, il a obtenu 5%, répartis inégalement selon les

zones, venant de la gauche ouvrière et indépendante qui considérait que la Constitution niait les libertés et les droits démocratiques fondamentaux, et qu'elle créait une législation anti-ouvrière. Une partie des *non* est venue de l'extrême-droite exprimant la volonté d'un retour à la dictature.

En tout cas, les *non* ont révélé la faiblesse des secteurs les plus réactionnaires de la société espagnole, manifestant par là que leur force ne réside pas dans les urnes, mais dans les appuis qu'ils ont dans l'appareil d'Etat. La Constitution est née chétive, mais sa faiblesse ne vient pas, comme le disent le PSOE et le PCE, de l'influence du terrorisme ou du manque de fermeté du gouvernement. C'est la politique de pacte social des directions ouvrières traditionnelles qui est au contraire responsable du fait que la Constitution élude les garanties et les droits fondamentaux du peuple espagnol, et entre autres le droit à l'auto-détermination et à la souveraineté des nationalités; c'est cette politique conciliatrice qui a provoqué l'apathie de larges secteurs des masses. D'un autre côté, la disproportion entre les 90% de votes pour la Constitution aux Cortès et les résultats du référendum reflète la faiblesse du Parlement, démontrant que celui-ci n'exprime pas le rapport de forces politique réel du pays. Il faut insister sur le fait que ceci n'est pas dû à un antagonisme des travailleurs vis-à-vis du Parlement, mais que c'est un produit de la crise sociale existante.

La bourgeoisie espérait capitaliser le *oui* massif en faveur de son parti majoritaire, l'UCD, et faire ainsi apparaître ce dernier comme l'acteur principal de la transition vers la démocratie. Son objectif était de modifier à son profit le rapport de force avec le PSOE, de proposer à partir de là une nouvelle édition du Pacte de la Moncloa sur le terrain économique, d'accepter l'appui des socialistes et des communistes à l'extérieur, et d'obtenir ainsi une stabilisation de la situation.

Les résultats du référendum ont aussi constitué un obstacle grave pour la politique de Suarez et lui ont imposé un choix très difficile quant au calendrier politique à choisir.

Du 6 au 29 décembre, le gouvernement a gardé un silence absolu. Ceci reflétait le désarroi dans lequel il se trouvait et l'inexistence d'une réelle alternative favorable à ses intérêts: s'il dissolvait les Cortès et appelait à des élections générales, il se trouvait dans une situation où le gouvernement devenait provisoire, en une période de grands conflits sociaux, et au moment où la crise des institutions et de l'armée s'aggravait. En même temps, il lui était impossible d'obtenir préalablement un pacte social, inacceptable pour la gauche d'un point de vue électoral.

élections générales, Suarez aurait dû se soumettre à un vote d'investiture présidentiel aux Cortès, négocier un calendrier électoral avec le PSOE et le PCE, et renouveler le gouvernement pour lui donner efficacité et légitimité. Pour que le vote d'investiture ne soit pas un échec lamentable, Suarez avait besoin que le PSOE et le PCE ne votent pas contre, mais au moins qu'ils s'abstiennent. Une fois ceci obtenu, il avait encore besoin de la majorité des groupes parlementaires bourgeois. Et à droite, l'ancien ministre de l'Intérieur Fraga Iribarne avait lancé une campagne exigeant que Suarez fasse les concessions nécessaires s'il voulait le vote de ses députés (dont certains étaient membres de l'UCD).

L'objectif d'Iribarne était un gouvernement centre-droite, et Suarez devait compter avec les



Manifestation en Euzkadi

De plus, ceci l'obligeait à mettre de côté les statuts d'autonomie, ce qui aurait entraîné des conséquences électorales préjudiciables pour l'UCD. Le calendrier pour 1979 a donc inclus les élections générales, municipales, et des nationalités, ce qui crée une instabilité plus grande, avec la possibilité de participation des masses. Sur-tout, Suarez a brûlé toute possibilité d'obtenir une majorité parlementaire absolue qui lui aurait permis de gouverner avec une grande marge de manœuvre. Pire même, il a pris le risque de perdre les élections.

Mais la réaction contraire aurait également été dangereuse. S'il n'avait pas appelé à des

forces de ce dernier. D'un autre côté, les groupes nationalistes parlementaires basque et catalan allaient exiger des contreparties sur la question des statuts d'autonomie que le gouvernement Suarez, soumis à la pression de l'armée et du grand capital, favorables au centralisme, ne pouvait pas non plus garantir.

Suarez a donc opté pour les élections générales. L'histoire dira s'il s'est trompé ou s'il a vu juste tactiquement. Mais ce qui doit préoccuper les travailleurs, c'est quels sont les objectifs du calendrier présenté par la bourgeoisie et comment y faire face. Ces objectifs sont les suivants :

1) Essayer de restreindre l'importance politique du triomphe quasi-certain de la gauche aux municipales, en évitant qu'il ne se répercute sur les élections générales dont Suarez pense sortir victorieux.

2) Nettoyer le calendrier politique théoriquement pour quatre ans, bien que la situation politique du pays rende peu probable que la législature puisse durer jusqu'au bout; essayer ainsi d'éliminer tout type de spéculation politique.

3) Obtenir une trêve électorale qui, sur le plan social, permette de signer les principales conventions qui restent pendantes et de stabiliser la situation sociale.

4) Éviter que les partis politiques à la droite de l'UCD et avant tout la CDE (Confédération démocratique espagnole), ne se consolident et affirment leur hégémonie politique sur la bourgeoisie.

5) Restituer aux Cortès une autorité des plus nécessaire en vue de l'approbation des statuts des nationalités.

Enfin, son objectif général est d'améliorer le rapport de forces vis-à-vis des partis ouvriers, de gagner les élections générales et d'avoir la capacité d'imposer de futurs pactes sociaux.

VAINCRE L'UCD EN FINIR AVEC LA REACTION

La convocation des élections a créé une réactivation politique modérée des masses et également une bipolarisation politique modérée, ce qui implique que des possibilités s'ouvrent de commencer à surmonter la confusion présente. Mais si les partis réformistes ne modifient pas leur position, ces possibilités peuvent se perdre. Les aspects les plus négatifs pour le mouvement ouvrier ne proviennent pas des échéances du calendrier électoral ni du fait que les communes sont toujours contrôlées par la droite. Ses faiblesses viennent de l'attitude que le PSOE et

le PCE semblent adopter pour les élections.

Le PSOE a même abandonné la démagogie sur la possibilité d'une «alternative socialiste au pouvoir». Il insiste sur la nécessité d'un gouvernement fort avec une large majorité, anticipation claire de sa volonté d'un gouvernement de coalition avec l'UCD, s'il gagne les élections, ou d'une participation comme parti minoritaire si c'est Suarez qui gagne et, bien entendu, si on le lui permet.

Le PCE, quant à lui, est encore plus clair, toute sa politique électorale est centrée de façon agitative sur la nécessité d'un gouvernement de coalition UCD-PSOE ou PSOE-UCD, avec l'appui des communistes et un programme d'«union nationale», version, pour quatre ans, du Pacte de la Moncloa. Au sein de l'UCD les opinions sur la coalition avec le PSOE diffèrent. L'aile démocrate-chrétienne considère que l'alliance avec le PSOE est la meilleure variante pour conserver son hégémonie étant donné les résultats électoraux prévisibles, y compris s'ils obtiennent plus de voix.

A la droite de l'UCD, la CDE (Confédération démocrate espagnole) de Fraga est guidée par l'idée que l'UCD ne peut gouverner seule et que, par conséquent, elle doit gouverner avec la CDE. C'est pourquoi la CDE a refusé de se coaliser avec des forces qui étaient contre la Constitution.

La position majoritaire dans l'UCD, et qui est celle de Suarez, est qu'il faut gouverner seuls avec une marge de manœuvre à droite et à gauche, en évitant au maximum la polarisation des forces. Curieusement, les seules forces désireuses de participer à un gouvernement de l'UCD, comme forces minoritaires, sont le PSOE et le PCE.

La campagne de notre parti, la LCR, est centrée sur une tâche et une idée: qu'il est possible et nécessaire de battre l'UCD, que c'est là l'objectif, la condition pour assurer, ensuite, d'autres victoires. Les

marges d'action de la LCR sont relativement incertaines. Elles dépendent en grande partie des possibilités pour la gauche syndicale de rompre le blocage que lui a imposé le Pacte de la Moncloa, pour s'exprimer sur le plan politique et électoral. Pendant les derniers mois, la LCR a subi un certain affaiblissement au niveau politique central. Cependant, son poids dans les structures de base s'est accru ainsi que dans la direction des principaux syndicats du pays, où il existe une large sympathie pour ses propositions et initiatives.

La LCR va s'efforcer de faire peser son poids syndical sur le terrain électoral. Il sera aussi très important que ses candidats expriment les intérêts les plus pressants des travailleurs par la voix de ses représentants dans l'UGT et les CO qui seront présentés dans 34 provinces.

Cela ne veut pas dire que la LCR va entreprendre une campagne syndicaliste de gauche. Le rôle des Jeunesses marxistes révolutionnaires sera très important dans la campagne. Très importante également sera l'attention spécifique portée aux questions nationales et à la question des femmes.

Mais surtout, elle fera que la campagne électorale (y compris le temps d'antenne à la radio et à la télévision qu'elle s'est assurée d'avance) serve pour populariser la tâche de vaincre l'UCD et la réaction et pour remobiliser la gauche ouvrière à l'intérieur des syndicats et dans toutes les organisations de masse.

Le 17 janvier 1979

DANS NOTRE PRECEDENT NUMERO

no 43: Iran : réformer ou liquider la monarchie; pourquoi Khomeini ?; Mexique : en 1979 s'ouvre une nouvelle période; Bolivie : la situation bolivienne, les élections et les fronts politiques; Avec la classe ouvrière et pour le socialisme : déclaration du POR-Combate, section bolivienne de la IVe Internationale; Chine : les masses font entendre leur voix; Pologne : le combat de l'opposition; Femmes : la législation néo-zélandaise sur l'avortement.



Pérou

La grève générale

Interview de Hugo Blanco

Nous publions ci-dessous une interview de Hugo Blanco qui rend compte de la situation péruvienne au lendemain de la grève générale qui était appelée pour les 9-10 et 11 janvier.

Décris-nous la situation péruvienne pendant et après la grève, et dis-nous ce que tu penses des résultats de la grève ?

La grève a été faible dès le début. Le premier jour, seuls 30 à 40% des travailleurs ont arrêté leurs activités. Le deuxième jour, beaucoup ont cessé de faire grève, et la CGTP a ensuite décidé la fin de la grève.

A quoi a été dû cet échec ?

Les raisons conjoncturelles qui expliquent ce développement insuffisant de la grève sont variés. Le gouvernement était bien préparé à l'affronter, tant au niveau politique que répressif. La grève avait pour objectif de rejeter un ensemble de mesures économiques du gouvernement. Celui-ci est revenu partiellement sur certaines de ces mesures. Il a décrété une augmentation de salaires, qui, bien qu'elle ne satisfasse pas les besoins des travailleurs, les démobilise, en faisant croire que les objectifs de la grève sont atteints. Ce n'est pas la même chose de préparer et de réaliser une grève dans ces conditions que dans les conditions antérieures.

De plus, en raison des fêtes de fin d'année qui ont eu lieu récemment, la préparation poli-

tique des actions a beaucoup laissé à désirer. Janvier est un mauvais mois de ce point de vue.

Il est nécessaire de mentionner un facteur interne qui a beaucoup influencé le développement de l'organisation dès le début : le sectarisme des staliniens, qui contrôlent la direction de la CGTP. En effet, contrairement à ce qui s'était passé lors de la dernière grève, en juillet 1978, il n'y a pas eu construction d'une direction unitaire de tous ceux qui préparaient la grève. Cette fois, le PCP a refusé de coordonner ses actions, avec tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec ses positions. De cette façon, il s'est écarté dès le début des syndicats « classistes » de Lima et des tendances liées aux forces qui sont à gauche du PCP. Les assemblées d'usines et, en général, toutes les actions de préparation de la grève, ne se sont pas réalisées.

Quel a été le rôle de la répression ?

En revanche, le gouvernement s'est très bien préparé. Bien avant la date annoncée, il a entrepris une grossière campagne d'intimidation à tous les niveaux, sans précédent dans les grèves antérieures. Des tanks et des soldats ont fait leur apparition, dans une situation de mili-

tarisation totale à Lima et dans d'autres villes, en même temps que la radio, la télévision et la presse menaient une offensive de propagande annonçant que les forces répressives comptaient de fait avoir « permission de tuer ».

Ces gens n'ont pas envie de mourir, et ils ont pris peur. De petites mobilisations (par exemple à Comos, au Nord de Lima) ont eu lieu le premier jour. Cela s'est passé ainsi dans d'autres secteurs. Mais le deuxième jour, l'activité en faveur de la grève était réduite.

A LIRE AUSSI DANS «INPRECOR»

Une Interview exclusive de Hugo Blanco, parue dans le numéro 32, du 6 juillet 1978.

Les constituants face aux mobilisations ouvrières, de Jean-Pierre Riel, paru dans le numéro 34, du 21 septembre 1978.

A la veille de la grève des mineurs, interview de Hugo Blanco, parue dans le numéro 34, du 21 septembre 1978.

Nous appelons les travailleurs à prendre le pouvoir, discours de Hugo Blanco à Tacna, paru dans le numéro 35, du 5 octobre 1978.

De plus, avant la grève, des centaines de personnes ont été arrêtées, dont la majorité ont été relâchées (il reste 44 détenus accusés de menacer la « Sécurité de l'Etat »).

Comment cette répression a-t-elle affecté le mouvement ?

De fait, à cette occasion, nous avons eu affaire à la pression énorme qu'exerce sur la classe ouvrière la situation de récession économique avec son cortège de conséquences. Le licenciement de dizaines, de centaines de dirigeants des usines et du mouvement ouvrier ont beaucoup atteint le mouvement. Les ouvriers ont peur du chômage et ils ont considéré que les stocks conservés par les patrons leur permettraient de surmonter facilement les effets de la grève. C'est pour cela que beaucoup d'entre eux n'ont pas fait grève.

Quelle a été la position de l'Assemblée constituante pendant la grève ?

Evidemment, les députés de gauche l'ont soutenue. Ils ont refusé les mesures répressives mises en œuvre par le gouvernement militaire. L'APRA a été pire que jamais et a soutenu d'un bout à l'autre les mesures du gouvernement. Elle a repoussé la proposition de soutien à la grève générale, qui demandait la suppression de l'état de siège.



8 novembre 1978 : tank dans les rues de Lima

La gauche (l'UDP, le FOCEP, le PC, les deux fractions du PSR et la Démocratie chrétienne) s'est retirée de cette session de l'Assemblée constituante. L'APRA a organisé des « sessions secrètes » dans lesquelles il n'a été en fait discuté que des mesures connues de tous, que le gouvernement préparait contre la grève et le « danger de guerre entre le Pérou et le Chili », par une tactique typique de diversion.

Comment la situation apparaît-elle aujourd'hui ?

L'APRA a annoncé que les élections pour le nouveau gouvernement auraient lieu en octobre. La dictature procède de cette façon parce qu'elle cherche à réaliser le transfert de gouvernement de la façon dont

il a été décidé avec la bourgeoisie. Elle cherchera à garder son « image de marque » pour les élections, mais continuera à harceler toutes les activités de la gauche. Ils ont décidé « l'état d'urgence » et s'en servent pour faire des arrestations et attaquer les travailleurs. 44 camarades sont en prison pour raison de « sécurité de l'Etat », entre autres Alfonso Barrantes, président de l'UDP. De même, Mike Kelly, journaliste américain, est en prison, accusé d'intervention dans les « affaires intérieures du Pérou », pour avoir diffusé des informations sur ce qui se passe ici.

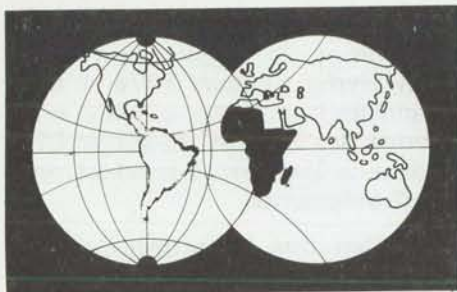
Quelle est la situation du PRT ?

Notre parti a été actif dans la grève. Sa présence y a été visible et sensible. Là où nous l'avons pu, nous avons agi ensemble avec le POMR, une autre organisation trotskyste, pour la préparation et le soutien de la grève générale. Nous avons lutté pour que le FOCEP se donne un fonctionnement organique défini. Cela a déjà été fait à l'intérieur de son Comité exécutif. Il a commencé à discuter et à définir quelques initiatives, mais il n'y a pas encore eu de discussion ni de position définie sur la campagne électorale. Ceci sera une occasion importante de s'affronter aux manœuvres de la bourgeoisie qui cherche à démobiliser le mouvement ouvrier.



Manifestation à Lima le 8 novembre 1978

15 janvier 1979



Erythrée

Une défaite militaire

Le recul en Ethiopie n'a pas seulement affecté la Révolution éthiopienne, mais également la Révolution cubaine et les objectifs anti-impérialistes qu'elle poursuit en Afrique

David FRANKEL

L'article suivant est paru dans le numéro du 12 janvier 1979 de *The Militant* et dans *Intercontinental Press* du 15 janvier 1979.

● Après une dure offensive qui a duré six mois, les troupes éthiopiennes ont pris la ville érythréenne de Keren le 29 novembre. La chute de Keren, la dernière grande ville tenue par les forces de libération érythréennes, a suivi une série de défaites de ceux qui combattent pour la liberté en Erythrée. Ils ont maintenant été chassés de la plupart des territoires qu'ils contrôlaient auparavant et doivent de nouveau se contenter d'effectuer des opérations de guérilla à petite échelle.

Une demande de secours de l'Association érythréenne d'aide a montré l'impact de l'offensive éthiopienne sur la population érythréenne.

« L'artillerie lourde et les obus lancés en très grand nombre par les tanks ont causé des dommages importants et détruit beaucoup de biens », rapporte cette association. « Dans des zones importantes, les récoltes ont été totalement brûlées. 160 villages environ ont subi de lourdes pertes et 40 d'entre eux ont été complètement ruinés. 5000 civils sont gravement blessés ou morts, et 8000 autres ont besoin d'assistance médicale. De plus, 100000 personnes ont été obligées de quitter leurs mai-

sons et de fuir vers des endroits moins dangereux, dans le Nord. »

Un communiqué du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), un des deux groupes de libération érythréens les plus importants, a donné les noms de villages ayant été rasés. Le FPLE a accusé les forces d'invasion éthiopiennes d'utiliser le napalm, les bombes à billes et les bombes au phosphore, tant contre la population civile que contre des objectifs militaires.

Pendant ce temps-là, la presse éthiopienne, contrôlée par le gouvernement, proclame que « la deuxième armée révolutionnaire a permis aux larges masses de l'Erythrée de respirer l'air de la liberté », et que « des troupes artistiques ont expliqué aux masses la banqueroute politique des groupes séparatistes... ».

Le chute de Keren, d'après le gouvernement éthiopien, « signifie la fin du rêve sécessionniste vieux de 17 ans en Erythrée ».

En proclamant cela, la junte éthiopienne, qui se réclame du marxisme révolutionnaire, a reconnu que sa politique réactionnaire en Erythrée ne faisait que poursuivre celle de l'empereur Haïlé Sélassié.

L'Erythrée diffère du reste de l'Etat éthiopien sur les plans religieux, culturel, linguistique et ethnique. Ancienne colonie

italienne, elle a été prise par la Grande-Bretagne lors de la Seconde Guerre mondiale et a rejoint l'Ethiopie en 1952 en tant que zone fédérée. Cette décision a été prise par les Nations-Unies, et non par le peuple érythréen.

Sélassié a officiellement annexé l'Erythrée dix ans plus tard, malgré les protestations des populations qui y vivaient. En conséquence, les Erythréens en sont venus à la lutte armée contre le régime éthiopien.

Pendant treize ans, les Erythréens ont poursuivi leur lutte pour l'auto-détermination. Les équipes anti-insurrectionnelles et l'aide militaire US n'ont pas réussi à faire pencher la balance en faveur de Sélassié. La résistance acharnée du peuple érythréen a obligé le tyran vieillissant à engager de plus en plus de troupes et de ressources dans la guerre.

Finalement, la guerre avec l'Erythrée a contribué à miner les fondements mêmes de la monarchie éthiopienne. Elle a aggravé les tensions sociales à l'intérieur de l'Ethiopie.

La mutinerie des troupes assiégées en Erythrée a été un des facteurs de la Révolution qui a finalement renversé Sélassié en 1974.

L'une des demandes avancées par les propres troupes de Sélassié en Erythrée lors de la Révo-

lution éthiopienne a été la reconnaissance du droit du peuple érythréen à l'auto-détermination. Les troupes éthiopiennes en avaient assez de la sale guerre contre l'Erythrée.

Mais la junte militaire qui a remplacé Sélassié - connue sous le nom de DERG - a refusé de reconnaître le droit des Erythréens à l'auto-détermination. Au contraire, elle a poursuivi la guerre de Sélassié.

Néanmoins, la Révolution éthiopienne, que la lutte de l'Erythrée avait aidée à provoquer, a d'abord causé des gains rapides pour les forces de libération. Au début de l'année 1978, elles contrôlaient 85% des campagnes érythréennes. Les garnisons éthiopiennes étaient assiégées dans quelques grandes villes, et la route entre la capitale érythréenne, Asmara, et le port de la Mer Rouge le plus important, Masawa, était aux mains des rebelles.

Cependant, au cours des six derniers mois, le régime éthiopien a repris l'initiative militaire. Auparavant, les Erythréens avaient repoussé plusieurs offensives.

Dans son communiqué sur la dernière invasion éthiopienne, le FPLE déclare que le Kremlin est gravement responsable des récentes défaites. Il ajoute que plus de 200 experts militaires soviétiques ont aidé à planifier et à superviser l'offensive et que plus de 1000 hommes de troupes soviétiques y ont participé, avec un équipement militaire soviétique important.

Le Département d'Etat américain, néanmoins, a déclaré le 30 novembre qu'il n'y avait pas de preuve d'une intervention militaire soviétique directe.

Quelle que soit l'étendue de l'aide militaire directe des Soviétiques à l'offensive éthiopienne, le Kremlin a apporté publiquement son soutien complet et enthousiaste aux efforts du DERG pour écraser la lutte de l'Erythrée.

Au cours du règne de Sélassié, Moscou aurait soutenu les organisations érythréennes.

Après avoir établi des liens étroits avec le DERG, cependant, les bureaucrates soviétiques ont effectué un tournant à 180 degrés. Ils ont accusé les combattants érythréens d'être des instruments réactionnaires de l'impérialisme.

Commentant le «grand succès» du DERG, dans son numéro du 30 novembre, la *Pravda*, le quotidien du Parti communiste soviétique, a déclaré que «*La libération de Keren était une grande victoire contre ceux qui complotent contre la révolution éthiopienne.*».

Le FPLE a appelé «*tous les pays, organisations et individus aimant la paix, la justice et la liberté, à élever ensemble leurs voix et à condamner les crimes barbares de l'Union soviétique contre le peuple érythréen.*».

Bien que la campagne militaire contre l'Erythrée - de même que la suppression des droits démocratiques en Ethiopie - ait été réalisée au nom de la révolution éthiopienne, les coups portés aux aspirations du peuple érythréen vont en fait contre le progrès en Ethiopie même.

Le recul militaire et politique de la lutte érythréenne - une lutte qui avait aidé à déclencher la révolution éthiopienne - renforce toutes les composantes, en Ethiopie comme dans le DERG, qui sont opposées à toute extension des gains obtenus par la Révolution.

La défaite va aussi inévitablement renforcer l'aile la plus conservatrice de la direction des organisations érythréennes. Elle accroîtra la vulnérabilité de ces dirigeants à des pressions de l'impérialisme et des régimes arabes réactionnaires comme l'Arabie saoudite, vers lesquels ils ont été obligés de se tourner pour l'aide militaire.

Washington n'a certainement pas fait d'erreur sur le caractère de la lutte érythréenne. La vaste opération éthiopienne contre l'Erythrée a provoqué à peine un chuchotement du Département d'Etat.

Ceci contraste de façon aigüe avec la réaction de Washington lorsque l'Ethiopie, avec l'aide des

troupes cubaines, a repoussé l'invasion du régime somalien en février et mars 1978. L'administration Carter a même envoyé des bateaux de guerre US dans la Mer Rouge pendant ces affrontements.

Bien que les propagandistes capitalistes aient versé quelques larmes de crocodile sur la lutte érythréenne et aient essayé de marquer quelques points en se servant de la situation là-bas, Washington continue de s'opposer à une Erythrée indépendante, qui serait une menace pour les intérêts impérialistes dans la Corne de l'Afrique.

La propagande de la presse capitaliste a prétendu que des troupes cubaines avaient été impliquées dans les combats en Erythrée. Les Cubains eux-mêmes l'ont nié, et le Département d'Etat a admis le 30 novembre qu'il n'avait pas d'information indiquant que les Cubains étaient directement engagés dans les combats.

La différence entre la position politique prise par Moscou et celle des Cubains en Erythrée a été frappante. Au lieu de se joindre à la *Pravda* et de saluer les avances éthiopiennes en Erythrée, *Granma*, le journal du Parti communiste cubain, n'en a pas dit un mot.

Le refus d'engager des troupes et de s'aligner sur la campagne de propagande du DERG représente une décision du gouvernement cubain de différencier sa politique envers l'Erythrée de celle des gouvernements éthiopien et soviétique.

En revanche, Cuba a montré pendant l'attaque d'inspiration impérialiste des Somaliens, l'hiver dernier, qu'il avait à la fois la volonté politique et la puissance militaire pour prendre la décision d'intervenir lorsqu'il s'est rendu compte que les progrès de la Révolution éthiopienne étaient remis en cause par les envahisseurs réactionnaires.

Cette décision de prendre une position dramatiquement différente envers l'Erythrée a été prise en dépit des très im-

portantes pressions du Kremlin - auquel la position cubaine pose de gros problèmes politiques - et du DERG qui espérait soutenir sa politique grâce au prestige de la Révolution cubaine.

Il faut remarquer à ce propos que, tandis que le FPLE a condamné durement le rôle de Moscou en Erythrée, il n'a rien dit sur Cuba.

Cette reconnaissance des divergences qu'a Cuba sur le problème de l'Erythrée avec le Kremlin et avec le DERG semble indiquer un désir de la part des combattants érythréens de maintenir leurs relations avec le gouvernement révolutionnaire cubain.

En même temps, le gouvernement cubain ne s'est pas prononcé clairement en faveur du droit des Erythréens de décider de leur propre avenir, y compris leur droit à l'indépendance pleine et entière.

Les prises de position cubaines ont insisté sans cesse d'avantage sur l'aide reçue par les Erythréens de la part des régimes

arabes réactionnaires, suggérant que cela avait changé le caractère progressiste de la lutte là-bas.

Cette erreur est étroitement liée à la politique incorrecte de La Havane consistant à accorder son soutien politique presque inconditionnellement aux dirigeants militaires éthiopiens.

La position de Cuba sur l'Erythrée a été résumée il y a plusieurs mois par le Vice-président Carlos Rafael Rodriguez : « Nous avons aidé les Erythréens dans leur combat pour l'auto-détermination dès l'époque de Haïlé Sélassié. Nous pensons qu'il pouvait y avoir une solution politique au problème érythréen et qu'il devrait y avoir des discussions entre les Erythréens et le pouvoir central ».

Le désir d'une solution négociée n'a eu aucune audience de la part d'Addis Abbéba et de Moscou où la décision de rechercher une victoire militaire avait déjà été prise.

Le recul en Ethiopie n'a pas seulement affecté la Révolution éthiopienne - que Cuba a entrepris de soutenir pendant la guer-

re d'Ogaden - mais également la Révolution cubaine et les objectifs anti-impérialistes qu'elle poursuit en Afrique. Les conséquences négatives pour Cuba vont croître si elle persiste dans l'erreur de non-soutien aux Erythréens.

LA LUTTE CONTINUE

Malgré les affirmations assurées du DERG, la lutte des Erythréens ne disparaîtra pas du fait des défaites militaires récentes.

« Notre stratégie est de nous retirer dans les montagnes où nous recommencerons ce que nous avons fait il y a trois ans », a expliqué un dirigeant du FPLE.

Le peuple érythréen se bat pour l'indépendance depuis 17 ans et sa volonté de rébellion ne sera pas écrasée par l'armée du DERG. Mais la reconsolidation du régime éthiopien dans toutes les principales villes érythréennes constitue un recul sérieux dans la juste lutte de cette nation pour son auto-détermination.

Angola

La crise du régime, phase II

En tentant de reconstruire une audience de masse et de redonner vigueur aux institutions bonapartistes, le régime angolais cherche un second souffle. Mais il serait faux d'y voir une radicalisation.

Claude GABRIEL

En décembre 1978, à l'occasion d'une réunion extraordinaire du Comité central du MPLA - Parti du travail - a été prise la décision de supprimer le poste de Premier ministre en destituant son titulaire, Lopo de

Nascimento. Simultanément, un important remaniement ministériel s'effectue : des têtes tombent. Carlos Rocha Dilolwa démissionne de toutes ses responsabilités du Parti et de l'Etat. Nascimento lui-même est ex-

clu du pouvoir politique, mais garde sa place, pour le moment, au Comité central.

Pour le public, le régime annonce cette importante décision au nom du renforcement du Parti. Mais, derrière ces soi-disant réajustements, se cache un sérieux coup de semonce pour le régime.

Rappelons pour mémoire que Luanda est aux prises avec les exactions de l'UNITA soutenue par l'Afrique du Sud, ce qui implique qu'au moins une partie du territoire connaît une économie de guerre. La guerre civile qui avait détruit la majeure partie des ressources du pays a été suivie par une politique économique dite de « reconstruction », où cohabitaient d'une part un secteur d'Etat bâti sur les nationalisations des unités appartenant anciennement à des Portugais, et d'autre part des projets de développement

industriel où se retrouvaient capitaux impérialistes et aides des Pays de l'Est. Une telle économie, malgré ses spécificités, reste une économie de marché. La balance des paiements est dépendante de branches telles que celles du pétrole, des diamants, du chemin de fer de Benguela pour lesquelles les capitaux étrangers ou les marchés impérialistes jouent un rôle fondamental. En conséquence, l'économie angolaise est marquée par une terrible inflation que vient renforcer la spéculation locale de la petite-bourgeoisie et des bureaucrates.

En mai 1977, la fraction de Nito Alves était brutalement éliminée après qu'elle ait tenté, en désespoir de cause, un putsch. Cette fraction du pouvoir était connue pour une politique de « défense » des organes de « pouvoir populaire ». En réalité, Nito Alves monta en première ligne en 1976, lorsqu'il s'est agi de briser l'indépendance de classe des comités de quartier, et de réprimer l'extrême-gauche naissante. Mais sa politique consistait à stabiliser l'Etat et à légitimer le MPLA sur un réseau d'organes de base vidés de tout contenu subversif. C'est en partie pour cela qu'il bénéficia pour un temps de l'appui des Soviétiques.

Mais la défaite de la coalition réactionnaire FNLA-UNITA-Zaïre-Afrique du Sud, ouvrait une période nouvelle pour la di-

rection petite-bourgeoise du MPLA. Les projets populistes d'un Nito Alves perdaient de leur intérêt et risquaient, à la limite, de créer des obstacles à certains projets de la majorité. La défaite de cette fraction « gauche » n'était en réalité que le résultat de la réduction des comités de quartier à de simples enveloppes sans contenu.

Déjà en juin 1976, les « nitistes » avaient fait le *forcing* pour que se déroulent les « élections » des représentants du « Poder popular ». Mais seulement 10% de votants vinrent satisfaire cette opération de pure démagogie alors que le MPLA proclamait « l'institutionnalisation » du « Poder Popular » c'est-à-dire sa liquidation. Alves, en s'appuyant sur ce qu'il avait contribué à réduire à peu de choses, alors qu'il figurait dans les personnalités en vue du régime, s'est lui-même condamné à être défait par la majorité du MPLA. Ce fut la première phase de la crise du régime - régime né de quinze années de lutte armée, sous une direction petite-bourgeoise nationaliste.

La politique du nouvel Etat étant celle d'un maintien de l'économie de marché, le régime du MPLA a dû maintenir sa légitimité en prenant un caractère bonapartiste prononcé. Mais l'économie angolaise n'est pas l'économie algérienne. Un tel objectif pétri de contradictions peut à chaque instant provo-

quer l'éclatement d'une direction faible, divisée, sclérosée.

La phase actuelle de la crise du MPLA se déroule sur un fond de crise économique et sociale. Visiblement, il a fallu rectifier, dans le domaine de la politique des salaires, pour couper court à un fort mécontentement populaire et tenter de reconstruire une base sociale. Mais il fallait aussi trouver un bouc émissaire. Ce fut Nascimento afin, d'une part, de faire porter le chapeau par le gouvernement et non par le Parti, et d'autre part, de renforcer le rôle de Neto. Si le bonapartisme exclut généralement le bicéphalisme, le bonapartisme angolais pour sa part, ne survivrait pas à une remise en question du personnage de Neto.

L'appareil bureaucratique du MPLA, après avoir frappé un coup à gauche, fait mine aujourd'hui de frapper à droite. Mais Nascimento, même s'il a pu faire quelques propositions d'ouverture vers l'Ouest, ne peut être présenté comme un « droitier pro-occidental » opposé à la « ligne progressiste ». Nascimento paie essentiellement la brusque nécessité pour le régime de redorer son blason et notamment de recréer autour du personnage de Neto un sentiment charismatique. Mais la présente opération n'y suffira pas, tellement est grave et chronique la crise économique du pays. La prochaine phase sera celle d'une ouverture plus grande aux capitaux occidentaux. A ce moment précis, Agostino Neto jouera son avenir.

En attendant, à Luanda, on parle de « démocratisation de l'Etat » en faisant réapparaître les comités de pouvoir populaire. On dénonce le bureaucratisme de l'Etat (pas du Parti ?) et le manque de dynamisme du gouvernement sortant. Neto part en croisade pour résoudre « les problèmes que connaît le peuple ». Il annonce la révision du plan économique. Il stigmatise les violations des droits des citoyens et annonce la modification de l'éventail des salaires. Le régime déshabille Pierre pour habiller Paul. On supprime



De gauche à droite, Agostino Neto (MPLA), Holden Roberto (FNLA) et Jonas Savimbi (UNITA).

la prime des fonctionnaires afin de rehausser certains salaires de la production. On assouplit les conditions faites au petit commerce et on tente de relancer les marchés ruraux, ce qui impliquera sans doute une redéfinition des coopératives agricoles.

En tentant ainsi de reconstruire une audience de masse, et de redonner vigueur aux institutions bonapartistes, le régime angolais cherche un second souffle. Mais il serait faux d'y voir une radicalisation. Au

contraire, la nature de classe de l'Etat angolais pousse l'équipe dirigeante dans le sens naturel d'une ouverture économique à l'Ouest, afin de répondre au plus pressé. Même si Neto réaffirme ses amitiés soviéto-cubaines à l'occasion des derniers événements, il n'empêche que les projets d'investissements impérialistes se multiplient, que le MPLA lorgne vers la Convention de Lomé, etc.

Face au mécontentement populaire, le MPLA ne peut que chercher des solutions dans les

A LIRE AUSSI DANS INPRECOR

Un article de José Maia : « Une politique autoritaire au service d'intérêts bourgeois », dans le no 30, du 8 juin 1978.

formes les plus rapides de pénétration des capitaux. Ensuite, si cela ne suffit pas, viendra le temps de la répression directe contre les travailleurs.

Livres

"Angola, le tournant africain"

un livre de Claude Gabriel

Aux Editions La Brèche

Il n'était pas aisé au plus fort de la lutte de libération nationale angolaise de prôner une solidarité inconditionnelle avec le peuple angolais et, en même temps, de faire porter la critique sur les orientations du MPLA (Mouvement populaire de libération d'Angola). Les apologistes impénitents sont nombreux. Ils découvrirent quelques années plus tard, avec naïveté sinon stupeur, la realpolitik du pouvoir d'Agostino Neto.

Face à d'autres, en apparence plus circonspects, qui défendaient une attitude équilibrée entre le MPLA d'un côté, le FNLA et l'UNITA de l'autre, il fallait alors argumenter et mettre à nu les vices d'une appréhension euro-péocentriste qui, un peu hâtivement, légitimait une « neutralité positive » à l'égard de ces groupes, vecteurs de la contre-révolution. Le livre de Claude Gabriel, rédacteur de la revue *Afrique en lutte*, qui anima ces débats, présente la somme de cet ardu travail de décryptage de la formation sociale angolaise et du tissu géo-politique de l'Afrique australe.

L'épine dorsale de cet ouvrage est constituée par une délimitation de la place et du rôle de la petite-bourgeoisie angolaise dans le processus de libération natio-

nale. Sa trajectoire répond-elle aux lois sociales générales qui ont présidé à celles de ses homologues au plan continental ? A l'issue d'une guerre de libération nationale, bien des observateurs n'hésitaient pas à répondre par la négative. Or, sur ce plan, le subjectivisme résiste mal à l'érosion du temps. La suite prouva le contraire. Claude Gabriel, documents nombreux et rares à l'appui, décrit les méthodes, les justifications programmatiques, les alliances, de cette petite-bourgeoisie (symbolisée par la direction du MPLA) pour stabiliser un système de domination somme toute fragile.

Pas de déterminisme implacable - à chaque moment des alternatives étaient possibles - mais la logique d'une orientation. Celle qui fut scellée par l'institutionnalisation, en novembre 1977, du « parti-Etat », cadre juridique indispensable à la mise en place efficace d'un capitalisme, organisé, suscité, autour de l'appareil d'Etat.

Un propos qui dépasse à l'évidence le cas angolais, mais qui, à travers celui-ci, reçoit sa plus limpide illustration. Aussi, l'auteur consacre-t-il une place importan-

te à la question plus générale du nationalisme africain. Les développements recensés dans cet ouvrage permettent une sérieuse avancée sur cette voie. Pour le reste, quelle que soit sa vigueur, parfois une abondance déconcertante de rappels historiques et ethnologiques, ce livre ne saurait être confondu avec une recherche universitaire. Livre qui prend position, fait écho aux attitudes adoptées par les marxistes-révolutionnaires (par exemple, lors de la répression du MPLA à l'encontre de l'extrême-gauche), c'est un ouvrage de prospective. L'actualité vient de le prouver avec le limogeage, le 13 décembre dernier, de Lopo de Nascimento, ex-Premier ministre, et de ses partisans.

Ecrit depuis plusieurs mois, les éditeurs avant sa sortie lui ont judicieusement rajouté une postface. Dans celle-ci, Fernando Cazals s'attache plus particulièrement à dresser une vérification pratique des théories qu'il avance, à travers la tentative de coup d'Etat fomentée et échouée de Nito Alvez en mai 1977.

Le livre est en vente à la librairie La Brèche
10, Impasse Guéménée, 75 004

Joseph Hansen (1910-1979)



● Joseph Hansen était directeur de publication de l'édition en langue anglaise d'*Intercontinental Press-Inprecor*. Il était depuis longtemps un des dirigeants de la IVe Internationale et du *Socialist Workers Party*. Il est mort le 18 janvier à New York d'une méningite spinale compliquée par le diabète. Il était âgé de 68 ans.

Le camarade Hansen a commencé sa longue activité dans le mouvement socialiste révolutionnaire en 1934, lorsqu'il a rejoint la Ligue communiste américaine, qui était le nom que portait alors l'organisation trotskyste aux Etats-Unis. Il est parti de l'Utah, son lieu de naissance, pour aller vivre à San Francisco lors de la grève générale qui a eu lieu dans cette ville en 1934, et pour y faire paraître le journal de plusieurs syndicats de marins en grève. C'était le début de son travail de journaliste révolutionnaire émérite, qui devait être un aspect important de l'ensemble du travail de sa vie dans le mouvement révolutionnaire.

En 1937, il est parti à Mexico pour être secrétaire de Léon Trotsky. Son travail avec Trotsky a consisté, entre autres, à préparer le Congrès de fondation de la IVe Internationale, qui s'est tenu en 1938.

Après l'assassinat de Trotsky par un agent de Staline, le camarade Hansen est retourné aux Etats-Unis, où il est devenu marin pour un certain temps, travaillant dans la fraction du SWP de cette activité. Il a été élu pour la première fois au Comité national du SWP en 1940, après la scission avec l'opposition petite-bourgeoise dirigée par Max Schachtman. Proche collaborateur de James P. Cannon, il est resté toute sa vie un dirigeant central du SWP et de la IVe Internationale.

Plusieurs fois durant les années 1940, 1950 et 1960, il a été directeur de publication de *The Militant* et de l'*International Socialist Review*. Il a aussi enseigné à l'Ecole Trotsky, qui aide les cadres du SWP à mieux maîtriser la théorie marxiste.

Le camarade Hansen a joué un rôle central dans la réunification du mouvement trotskyste à l'échelle mondiale en 1963. Parallèlement à cela, il est devenu en 1962 directeur de publication-fondateur de *World Outlook*, publication qui reflétait le point de vue de la IVe Internationale réunifiée. *World Outlook* est ensuite devenu *Intercontinental Press*, et a fusionné avec *Inprecor* en 1978. Bien qu'une législation réactionnaire empêche le SWP d'être affilié à la IVe Internationale, le camarade Hansen a joué un rôle dirigeant dans le Secrétariat unifié comme dans le Comité exécutif international depuis la réunification.

En plus de son rôle de dirigeant politique central de la IVe Internationale et du SWP, et de journaliste révolutionnaire de grande envergure, Hansen a réalisé d'importantes contributions théoriques, par exemple à propos de l'analyse du renversement du capitalisme dans des pays d'Europe de l'Est et en Chine après la Seconde Guerre mondiale. Il a continué de développer ce travail dans ses écrits sur la révolution cubaine, récemment réunis et publiés par *Pathfinder Press* sous le titre «Dynamique de la révolution cubaine : le point de vue trotskyste» (*Dynamics of the Cuban Revolution : The Trotskyist View*).

Dans notre prochain numéro, nous publions un article plus détaillé sur la vie et le travail de ce dirigeant éprouvé du trotskysme au niveau mondial.